

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

**La stratégie électorale des « petits
partis » nationaux aux élections locales :
L'implantation du PTB et de DéFI au
scrutin communal de 2018 en Wallonie**

Auteur : Camille François

Promoteur(s) : Lieven De Winter

Lecteur(s) : Maximilien Cogels

Année académique 2018-2019

Master en sciences politiques orientation générale – finalité approfondie

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Camille François

Mes pensées accompagnent les proches de Paul Wynants, professeur durant les trois années de mon bachelier à l'université de Namur et doyen de ma faculté. Il a particulièrement éveillé mon désir d'étudier et de comprendre l'histoire et le comportement des partis politiques en Belgique et m'a permis de trouver ma voie pour les années à venir.

Remerciements

Merci à mon promoteur, M. De Winter, pour son aide, sa disponibilité et ses précieux conseils qui m'ont aidée dans la rédaction de ce mémoire.

Merci également à M. Dodeigne et M. Paulis pour leur aide dans la collecte et l'analyse des données mais également pour leurs précieux conseils, leur suivi durant toute l'élaboration de ce travail.

Merci aux membres du réseau ALUMNI pour leurs conseils et les différents moments d'échanges au sujet du mémoire et des études en général.

Merci à l'UCL et l'UNamur pour les cours enrichissants que j'ai pu suivre tout au long de mon parcours.

Merci à ma famille, mes ami(e)s et mon compagnon pour leur bonne humeur, leurs encouragements et leur soutien précieux durant l'élaboration et la rédaction de ce mémoire et durant l'ensemble de mes cinq années à l'université.

Table des matières

<u>1.</u>	<u>Introduction</u>	<u>3</u>
<u>2.</u>	<u>Contexte théorique</u>	<u>5</u>
2.1	Les partis politiques dans un système multiniveau.....	5
2.2	L'impact du niveau local sur les élections nationales	6
2.3	Les petits partis parlementaires en Belgique.....	9
2.3.1.	Le système partisan belge et les petits partis	9
2.3.2.	Les « petits partis » : Le Parti du Travail Belge (PTB).....	11
2.3.3.	Les « petits partis » : DéFI	12
<u>3.</u>	<u>Hypothèses</u>	<u>13</u>
3.1.	L'influence du type de parti sur l'implantation.....	13
3.2.	Les stratégies d'implantation au niveau local	15
<u>4.</u>	<u>Méthodologie.....</u>	<u>20</u>
4.1.	Le projet « Local Party Offer 2018 »	20
4.2.	Principales variables et l'analyse bivariée	22
<u>5.</u>	<u>Résultats</u>	<u>23</u>
5.1.	Les grandes tendances du PTB et de DéFI lors des élections locales	23
5.1.1.	L'évolution du nombre de liste entre 2012 et 2018	24
5.1.2.	La spatialité des listes	26
5.1.3.	Le caractère complet des listes	29
5.2.	Comprendre l'implantation du PTB et de DéFI	32
5.2.1.	L'analyse sociodémographique de l'implantation de DéFI et du PTB	32
5.2.2.	L'analyse politique de l'implantation du PTB et de DéFI	41
5.2.3.	Les caractéristiques des listes PTB et DéFI aux élections communales ..	45
5.3.	Les performances électorales : évaluation des stratégies d'implantation.	49

5.3.1. Évolution des résultats des deux partis aux élections communales (2012-2018)	49
5.3.2. Piste explicative des performances électorales	51
4.4. Coup d’œil sur les élections provinciales	53
<u>5. Discussion</u>	<u>57</u>
<u>6. Conclusion</u>	<u>59</u>
<u>7. Bibliographie.....</u>	<u>62</u>
<u>Annexe 1 : Codebook de la base de données utilisée.....</u>	<u>66</u>
<u>Annexe 2 : Tableau synthétique des résultats du PTB et de DéFI.....</u>	<u>70</u>

1. Introduction

Généralement, l'étude des élections et des stratégies électorales s'est traditionnellement concentrée sur le niveau central et les partis nationaux. Cela semble dû à la relation évidente entre les partis et leurs positions géographiques, conséquence directe du processus historique de la formation des États dont résulte l'avènement de la politique de masse (Deschouwer, 2006). Les partis politiques ont émergé afin d'articuler les intérêts des citoyens autour des clivages nationaux traditionnels (Lipset et Rokkan, 1967). Ils se sont alors « nationalisés » et se sont concentrés sur le niveau central et sur le pouvoir au sein du gouvernement national. Néanmoins, depuis 1970, beaucoup de pays d'Europe occidentale ont connu un processus de décentralisation, voire une fédéralisation à grande échelle. Il est donc nécessaire de redéfinir les espaces de compétition partisane et leurs articulations pour comprendre les stratégies des partis à des niveaux de pouvoirs différents (fédéral, régional, local).

Il existe de nombreux indicateurs et caractéristiques qui pourraient être utilisés pour identifier les stratégies des partis politiques dans les systèmes multiniveaux. L'analyse de la campagne, de l'implantation en amont et l'interprétation des résultats donne une idée des attentes du parti, du contexte sociétal dans lequel les partis se développent et dans lesquels ils se voient et se placent, ainsi que leurs ambitions. L'analyse des stratégies et des choix électoraux au niveau local et régional peuvent, ainsi, impacter directement le niveau national. En effet, ils peuvent être considérés comme un test pour les élections nationales, et donc affecter le pouvoir central (Deschouwer, 2003). On assistera alors à, non plus une nationalisation – influence du niveau national sur les niveaux inférieurs –, mais plutôt d'une localisation de l'arène nationale – influence du niveau local sur les niveaux supérieurs.

Dans ce contexte, l'étude des élections locales prend alors tout son sens. En effet, l'arène locale demeure le premier niveau au sein duquel les citoyens peuvent le plus facilement s'engager dans une action politique et où ils sont plus susceptibles de connaître leurs conseillers et leur gouvernement (Dandoy et al., 2012). De plus, les communes ont plus de liberté d'action et elles ont la capacité d'influencer plus directement les décisions des échelons supérieurs, leur position se consolidant partout en Europe occidentale (Ladner et al., 2016). Les élections locales deviennent ainsi un moment clé pour les partis politiques. Elles leur permettent de tester leur popularité et leurs leaders. En outre, ils

peuvent mettre en valeur leurs militants et établir des contacts avec d'autres partis politiques (Dandoy, 2012).

Les élections locales peuvent également être considérées comme un moyen d'atteindre les niveaux politiques supérieurs. (Deschouwer, 2006, Thorlakson, 2006). Le gouvernement local est attractif pour les partis politiques, il permet d'obtenir des financements de l'État, et constitue un point d'entrée pour le recrutement des candidats au parlement national ou régional (Pedahzur et Brichta, 2000). Les groupes qui aspirent à entrer au sein de l'arène nationale doivent passer d'une organisation extraparlamentaire à un parti politique national en se présentant à des campagnes électorales et des élections, par exemple (Pedahzur et Brichta, 2000). C'est dans cette optique que se situe ce mémoire dont la question de recherche est la suivante : *Comment les petits partis parlementaires se présentent-il aux élections locales et avec quel(s) succès ?* Il s'agit de comprendre la stratégie d'implantation lors des élections locales des petits partis qui cherche à atteindre des résultats significatifs lors d'élections à des échelons supérieurs.

L'analyse présentée dans cet article est basée sur un projet de recherche interuniversitaire qui analyse le monde politique local en Wallonie et à Bruxelles. Ce projet interuniversitaire, intitulé *Local Party Offer 2018*, vise à examiner chaque commune wallonne et bruxelloise et chaque liste électorale, à comprendre et à analyser les spécificités locales, les listes électorales, les alliances partisans, l'impact des nouvelles règles électorales et les stratégies d'implantation. Ce mémoire se concentre alors principalement sur la stratégie d'implantation de deux partis. D'une part, le Parti du Travail de Belgique (PTB), fondé en 1979 par Ludo Martens, est un parti radical de gauche qui connaît une percée assez importante depuis 2014, allant jusqu'à être le premier parti wallon en termes d'intention de vote en juin 2017 (sondage l'Echo et SudPresse). D'autre part, ce mémoire vise à analyser le « nouveau » parti DÉFI – Démocrate Fédéraliste Indépendant, anciennement FDF – Front démocratique des francophones, qui s'implante pour la première fois de manière aussi importante au niveau des communes wallonnes. Cet ancien parti régionaliste de centre-droit se construit une nouvelle image de parti centriste et progressiste.

Dans la section suivante, les élections locales intégrées dans un système multi-niveau seront présentées comme un aspect structurel de cette approche. L'élection locale sera analysée comme un niveau avec des caractéristiques qui lui sont propres. Cela permet de mieux comprendre les stratégies électorales utilisées par les partis politiques

qui souhaitent atteindre l'arène nationale décrites dans les hypothèses de recherche. L'histoire et le développement des deux partis et la méthodologie seront décrits dans une troisième partie, comme une contextualisation de la recherche. Ensuite, les résultats des analyses sur l'implantation des deux partis et leur performance électorale seront présentés selon trois axes principaux – les hypothèses ; les caractéristiques sociodémographiques des communes, les caractéristiques politiques des communes et les caractéristiques propres des listes. Bien que ce mémoire se concentre principalement sur le niveau communal, un coup d'œil sur le comportement des partis au niveau provincial sera également présenté afin d'avoir un aperçu plus global sur le scrutin local d'octobre dernier en Wallonie.

2. Contexte théorique

2.1 Les partis politiques dans un système multiniveau.

La décentralisation et les réformes fédérales adoptées par plusieurs démocraties occidentales ces dernières années (Jeffery, 1997) ont modifié l'organisation des partis politiques et leurs stratégies électorales (Hopkin, 2003). La compétition nationale traditionnelle entre les partis est remplacée par une compétition se jouant sur plusieurs niveaux. Il s'agit alors de prendre en compte la dimension territoriale des partis politiques et leurs stratégies (Hopkin, 2003). Néanmoins, l'effet des partis politiques dits nationaux sur les dimensions territoriales a souvent été négligé (Hopkin, 2003).

Lorsqu'on étudie le comportement des partis à différents niveaux, deux particularités doivent être soulignées. La première renvoie à la présence des partis au sein des différentes arènes politiques et la seconde est la popularité des partis (Deschouwer, 2006). Les partis au sein d'un système à plusieurs niveaux sont confrontés à un dilemme : participer aux élections à un, deux niveaux ou tous les niveaux afin de maximiser leur performance. Il y a donc trois types de partis politiques : le premier est un parti qui ne participe qu'aux élections du niveau local ; le second est un parti qui participe seulement aux élections fédérales ; le dernier est celui des partis qui participent à tous les niveaux (Deschouwer, 2006). Identifier la présence d'un parti aux élections à différents niveaux semble donc être un premier indicateur des ambitions partisans.

Un autre ensemble d'études se concentre sur les stratégies de partis, à savoir la stratégie de campagne, la stratégie d'implantation électorale, la formulation de propositions politiques et la stratégie de coalition. En effet, lorsque les élites nationales lancent les prémices d'une décentralisation électorale, elles le font parce qu'elles s'attendent à en retirer des avantages en termes de popularité, de pouvoir politique et d'influence sur les politiques (Hopkin, 2003).

La notion d'élection de second-ordre (*second order elections*) doit également être prise en compte lorsqu'on étudie les élections multiniveaux. Ce concept a été utilisé pour analyser la relation entre les élections locales, régionales et nationales (Reif et Schmitt, 1980). Selon Reif et Schmitt (1980), « Les élections de premier ordre dans les systèmes parlementaires sont les élections législatives nationales (...) Il y a une pléthore d'élections de second ordre : élections partielles, élections municipales, diverses élections régionales, celles d'une deuxième chambre et autre (...) Beaucoup d'électeurs votent dans ces élections non seulement en raison de conditions dans (...) l'arène du second ordre, mais aussi sur la base de facteurs dans l'arène politique principale de la nation ». La plupart des chercheurs ont fait valoir que le gouvernement local est une reproduction de la popularité et de la composition du gouvernement national lors des élections locales. Cependant, l'inverse se produit également puisque le message politique derrière les élections locales est généralement un bon indicateur pour les élections nationales. Ainsi, dans un contexte où les élections locales se tiennent peu de temps avant les élections aux niveaux supérieurs, ne pourrait-on pas affirmer qu'un processus de localisation de l'arène nationale se produirait ?

2.2 L'impact du niveau local sur les élections nationales

Une caractéristique fondamentale de la politique locale et de la participation des citoyens dans les démocraties occidentales est l'importance de la nationalisation de l'arène locale. Ce phénomène a été étudié largement par Caramani (2004). Selon lui, le processus de nationalisation représente une longue évolution historique vers la formation de l'électorat national et des systèmes de partis, d'organisation de partis et de campagnes électorales. Grâce aux processus de nationalisation, les politiques très localisées et territorialisées qui ont caractérisé les premières phases de la compétition électorale au XIX^e siècle ont été remplacées par des alignements électoraux au niveau national. Les spécificités communales et régionales disparaissent et les clivages sectoriels se

transforment progressivement et s'alignent au niveau central. Ainsi, les candidats locaux sont absorbés dans des structures et des idéologies nationales (Caramani, 2004). Ces processus d'intégration politique se traduisent par une homogénéisation territoriale du comportement électoral, à la fois au niveau de la participation électorale mais également au niveau du soutien aux principales familles du parti (Caramani, 2004).

Dans ce mémoire, c'est le processus inverse, mais en lien direct à la nationalisation qui va être étudiée, à savoir la dénationalisation ou la localisation. Cela se définit comme l'impact du niveau local sur des élections à des niveaux supérieurs. L'utilisation des élections locales comme tremplin pour remporter des élections nationales ou régionales peut s'expliquer par cette localisation des élections (Dodeigne et al., 2018).

Les bases théoriques de la nationalisation - conduisant à la définition de la « localisation » - ont été établies par Rokkan. Il suppose que l'économie industrielle développe une base électorale pour les groupes politiques nationaux (Rokkan, 1966). Depuis la fin du XVIII^e siècle, l'extension des systèmes politiques va de pair avec le développement du parti de masse et l'émergence de groupes politiques nationaux (Rokkan, 1966). Ce processus apparaît donc au niveau central et s'étend aux niveaux régional et local (Rokkan, 1966). Rokkan (1966 : 244) parle, ainsi, de « la rupture des systèmes traditionnels de gouvernement local par l'entrée de partis organisés au niveau national dans les élections municipales ». Il semble alors que les élections prennent des formes identiques à tous les niveaux. Cela pourrait, ainsi expliquer comment les élections locales influencent les résultats à des niveaux supérieurs. On n'assisterait par conséquent plus à une compétition nationale qui se transmet vers les niveaux inférieurs, mais à une compétition entre les partis nationaux au niveau local qui se répercute vers les niveaux supérieurs. Cependant, cette localisation semble être directement liée à un processus de nationalisation, car sans l'implantation durable des partis nationaux et régionaux au niveau local, la localisation des arènes nationales n'aurait aucun sens et aucune base.

La nationalisation du gouvernement local résulte de l'élargissement de la scène politique au niveau local. Les électeurs veulent élire leurs conseillers plus en harmonie avec la diversité socioéconomique de la société locale moderne (Dodeigne et al., 2018). Selon Rokkan, la modernisation de la société locale « a intensifié les conflits au sein des communes et a rendu impossible le maintien du système traditionnel de vote par liste unique pour des listes purement locales » (Rokkan, 1966 : 251). Cette modernisation

explique ainsi la pénétration des partis nationaux dans les arènes locales, mais également leur implantation sur le long terme (Hjellum, 1967). Le gouvernement local est attrayant pour les partis politiques en raison de cette proximité citoyenne.

Le niveau local est également un terrain idéal pour façonner une image publique propre et digne de confiance (Pedahzur et Brichta, 2000). Les conseillers communaux peuvent donner à leur parti une image de défenseur de l'idéologie, en présentant des positions solides et intransigeantes au sein de l'arène locale (Harmel et Janda, 1994). De plus, si un parti politique est présent dans plusieurs arènes et dans plusieurs communes, ce parti a accès à plus de ressources - contacts avec d'autres partis, moyens financiers, visibilité. Ils peuvent espérer atteindre un stade supérieur et une maturité plus institutionnalisée (Pedahzur et Brichta, 2000). Néanmoins, le déclin de l'identification des partis et le déclin de l'appartenance caractérisent les démocraties occidentales (Wattenberg et Dalton, 2000). Mais les partis politiques ont toujours besoin d'un noyau de militants politiques pour initier l'institutionnalisation des partis. Le niveau local peut donc servir de premier corps de membre pour les partis politiques (Pedahzur et Brichta, 2000). Enfin, les élections locales peuvent avoir un rôle important pour les nouveaux partis politiques - ou les partis politiques en cours de reconstruction –, car il peut servir de première étape leur permettant de tester leurs stratégies électorales.

Étudier la localisation des élections locales semble être une approche assez innovante. Cependant, Dandoy (2013) a déjà mis en lumière un processus similaire, à savoir la régionalisation de l'arène nationale. Selon lui, l'État belge est passé d'une structure unitaire où les élections nationales étaient considérées comme des élections de premier ordre à une structure fédérale qui a divisé le pays en régions et communautés. Par conséquent, si on peut parler d'une nationalisation des élections régionales considérées à première vue comme des élections de second ordre, on peut également soutenir l'idée qu'un processus inverse existe. On peut observer une régionalisation des élections nationales introduite par la frontière linguistique et les premières divisions au sein des partis nationaux (Deschouwer, 2008). Le paysage médiatique belge divisé entre les deux régions linguistiques a également contribué à la régionalisation de l'arène nationale (Dandoy, 2013).

Le processus de localisation suivrait cette même logique. Cependant, il ne reposerait pas sur les mêmes bases de divisions. Dans le cas de l'influence des communes, le rôle de l'agenda des élections aurait une fonction prédominante. En effet,

des élections locales qui auraient lieu peu de temps avant des élections à des niveaux supérieurs pourraient envoyer un message aux électeurs et préparer ainsi les partis pour les élections futures (Bol et Teuber, 2012).

2.3 Les petits partis parlementaires en Belgique

Comme cela a été défini aux points précédents, ce mémoire se concentre sur le phénomène de localisation des arènes régionales et nationales, et plus pratiquement sur la stratégie d'implantation des partis au niveau local. Ce contexte théorique étant posé, il est nécessaire de sélectionner les cas d'études qui vont nous permettre de comprendre les stratégies d'implantation locales des partis en recherche de reconnaissance aux niveaux supérieurs.

2.3.1. Le système partisan belge et les petits partis

L'une des conditions qui semble essentielle si l'on cherche à étudier le processus de localisation est de se concentrer sur un ou des systèmes politiques multi-niveaux. En effet, c'est uniquement dans des systèmes politiques où ont lieu des élections à différents niveaux de pouvoirs que l'on pourra saisir cette réalité. Dans cette optique, le système politique et institutionnel belge semble particulièrement adéquat. En effet, la Belgique est souvent citée comme un exemple clé de système multi-niveaux avec des élections à six niveaux : européen, national, communautaire, régional, provincial et communal – voire 7 niveaux si l'on prend en compte les districts anversois (Deschouwer, 2006). Il serait alors pertinent d'étudier les élections à différents niveaux en Belgique.

La Belgique n'est pas uniquement pertinente pour son système électoral à plusieurs niveaux. En effet, les nombreux clivages divisant la société belge ont influencé le système de partis au sein du pays et a créé un système particulièrement fragmenté avec un nombre important de partis politiques (Delwit, 2010). Ainsi, la Wallonie comprend quatre principaux partis durablement implantés au sein des institutions wallonnes : le MR, le PS, le CDH et ECOLO. Ces quatre partis seront considérés, dans ce mémoire, comme les quatre grands partis de Wallonie car leurs députés ont siégé au Parlement Wallon lors de toutes les législatures depuis sa création. Le FDF n'est pas, dans le cas de ce mémoire, considéré comme un des principaux partis wallons car il n'est entré au parlement que lorsqu'il était en coalition avec le MR et n'y a plus siégé depuis. Ceci étant posé, la présence de nombreux clivages rend la tâche difficile pour les petites

organisations partisans qui cherchent à s'implanter durablement au sein des institutions du pays. Cette logique est encore plus perceptible au niveau local où le nombre de listes locales est sans cesse en augmentation depuis plusieurs élections (Dandoy, 2012). Ainsi, s'implanter efficacement au niveau local peut être une solution pour ces « petits partis » qui bénéficieront alors d'une publicité nécessaire pour atteindre les institutions régionales et fédérales.

Il est important néanmoins, si l'on s'intéresse aux petits partis belges, de mieux définir à la fois ce qui est considéré comme un petit parti dans ce mémoire, et quels petits partis seront sélectionnés pour cette recherche. L'étude de ces partis politiques a souvent été négligée au sein des travaux en sciences politiques (Rommel 1991, Spoon 2011, Dinas et al. 2015). Par conséquent, il semble intéressant d'étudier ce type d'organisation. Néanmoins, en raison du manque de littérature sur le sujet, il n'existe pas un consensus sur la définition d'un petit parti, et ce particulièrement lorsqu'on s'intéresse au niveau local (Wynants, 2014). Ce mémoire va s'intéresser aux petits partis wallons ayant une représentation parlementaire au sein de la Chambre des Représentants. C'est donc cette définition qui est choisie. Cela pourrait alors concerner trois partis : le PTB, DéFI et le Parti populaire (PP). Cependant, ce dernier ne sera pas repris au sein de ce travail. En effet, malgré une implantation plus importante en termes de listes aux élections locales, ce parti n'a pas reçu la même visibilité au sein de la presse et n'a pas autant été mis en avant que les deux autres. La place de DéFI et du PTB au sein des sondages qui ont précédé le scrutin communal marque leur rôle, soit comme trouble-fête – DéFI –, soit comme nouvelle alternative pour l'électorat de gauche – PTB. Cela en fait deux potentielles organisations qui pourront utiliser leur résultat au scrutin communal pour se hisser aux côtés des grands partis lors des débats électoraux au niveau supérieur.

Dans les sondages, dix jours avant les élections communales, le PTB se place devant Ecolo et le CDH et devient le troisième parti en Wallonie. DéFI, lui, progresse sans cesse de juin à octobre et se place juste derrière le CDH (RTL Info, octobre 2018). De plus, à Namur, bastion des démocrates humanistes, il devient le quatrième parti devant Ecolo et le PTB. Il vient alors questionner le rôle charnière que joue le CDH (La Gazette, avril 2018). On comprend ainsi à quel point le scrutin communal sera un rendez-vous à ne pas manquer pour ces deux partis.

Un dernier élément permet de justifier le choix de partis politiques belges pour cette recherche ; le calendrier électoral 2018-2019. En effet, les élections communales

ont lieu en octobre 2018 et seulement sept mois après, en mai 2019, auront lieu élections régionales, communautaires, fédérales et européennes. Cela devrait inciter les partis politiques qui souhaitent se faire une place dans le paysage partisan wallon, à se focaliser particulièrement sur le scrutin d'octobre 2018 et mettre en place une stratégie d'implantation pertinente en vue des échéances nationales et régionales qui suivent.

Afin de mieux saisir ces stratégies utilisées par les deux partis choisis, il semble nécessaire de retracer leurs histoires et de tenter de comprendre leur organisation et leurs choix.

2.3.2. Les « petits partis » : Le Parti du Travail Belge (PTB)

Le Parti du travail de Belgique est le nouveau nom du parti TPO fondé en 1974 par Ludo Martens. Cette formation donnant « tout le pouvoir aux ouvriers » est une branche du Parti AMADA fondé quatre ans auparavant. En 1979, le nom change et le PTB se développe peu à peu (Robert, 2000). Cependant, le PTB a longtemps été considéré comme un groupe marginal, marxiste-léniniste. Jusqu'en 2008, il ne connaît pas de percée électorale significative (Delwit, 2014). C'est à partir de son 8^e congrès que cette formation politique va progressivement se repositionner et se construire une nouvelle image en adoptant de nouvelles pratiques et en s'ouvrant à d'autres partis. Grâce à ces changements, le PTB gagne en importance au sein du paysage politique belge. En mars 2018, il devient même la troisième formation wallonne - devant le CDH et ECOLO - avec 17,3% des intentions de vote (RTL Info, octobre 2018).

Par conséquent, prendre ce parti comme cas d'étude semble pertinent. En effet, il est évident que le PTB est en pleine reconstruction et doit, dans ce contexte, repenser sa manière d'agir et de se présenter aux élections. À côté de cela, il maintient deux visages: l'image traditionnelle du parti communiste avec des pratiques anciennes ; et la nouvelle image du parti « dédiabolisée » qui cherche à s'éloigner de l'image communiste qui lui est assignée.

Le PTB est un parti qui se définissait au départ comme une organisation marxiste-léniniste qui s'est développée en relation avec les doctrines de Staline et de Mao. Il dénonce en particulier la presse dite bourgeoise dans la main du capitalisme. Le parti connaît également des tensions à l'intérieur de la gauche et voit dans la social-démocratie « un ennemi méprisant » (Delwit, 2014). En plus de ce rapprochement avec Staline, le parti se développe à un stade précoce selon un modèle sectaire. Ces caractéristiques

contribuent à la marginalisation du PTB : il ne peut séduire les masses, les jeunes universitaires et autres partis en maintenant cette image et cette idéologie. C'est pourquoi, à partir de son 8e congrès en 2008, la formation politique va connaître un certain nombre de transformations dans trois domaines : la communication, les stratégies et l'organisation (Delwit, 2014). C'est un vrai renouvellement bien que son organisation reste encore très centralisée : tout passe par le centre et les dirigeants du parti ont encore le monopole de la décision.

Par définition, ce parti peut être considéré comme un parti de gauche radicale. Pour faciliter la compréhension de ce concept, March développe une typologie (March, 2011). En effet, la gauche radicale peut être divisée en quatre groupes principaux : les communistes traditionnels ; les socialistes démocrates – revendications socioéconomiques et de la « New Left » ; les populistes socialistes – revendications socioéconomiques et anti-establishment ; les populistes sociaux – développant des discours anti-mainstream tout en se rapprochant des autres formations politiques (Ramiro et Gomez, 2017). Le cas du PTB se situe, dans cette optique, entre le parti communiste traditionnel et les populistes socialistes définis comme « anti-establishment ». En raison de ces récents changements et modifications, on le définira dans ce mémoire comme un parti populiste de gauche ou de gauche radicale, et non plus comme un parti communiste.

2.3.3. Les « petits partis » : DéFI

Le parti DéFI est une nouvelle version du Front démocratique des francophones (FDF) créé en 1964 pour défendre les citoyens francophones au sein de la Belgique encore unitaire, et ce particulièrement à Bruxelles (Delwit, 2010). Jusqu'il y a peu, ce parti s'est principalement développé et présenté au sein de la région Bruxelloise, participant au pouvoir de 1989 - date de la création de la région - à 2004. Depuis le 13 novembre 2016 et le vote quasi unanime des militants, le FDF a changé de nom pour s'appeler DéFI, Démocrate Fédéraliste Indépendant. Il choisit alors de « partir à la conquête » de la Wallonie durant les élections locales de 2018 où il était assez attendu, comme à Namur notamment, obtenant 14,2% des intentions de voix dans les premiers sondages de 2018.

Né en réaction à l'établissement des frontières linguistiques, le FDF a collaboré durant ses débuts avec le Rassemblement Wallon, un parti autonomiste. Il affichait ainsi clairement ses intentions régionalistes. Cependant, à la suite de l'introduction de

nouvelles règles de financement des partis et l'obligation de posséder des sièges au Sénat - où le FDF n'est que marginalement représenté - ce dernier choisit de s'associer avec le Mouvement Réformateur (MR) au début des années 1990. Cela se traduit par la création de cartels électoraux lors des élections locales, régionales et fédérales, lui permettant de siéger au Parlement wallon notamment (Dedecker, 2011). Les problèmes liés à la région Bruxelles-Hal-Vilvorde en 2010 ont remis les fédéralistes sur le devant de la scène. Ils s'opposent alors à la N-VA et leur idée du confédéralisme. À l'inverse des nationalistes flamands, le FDF défend l'idée de remettre Bruxelles et la Wallonie aux places ambitieuses qu'elles occupaient avant. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le parti décide de se désolidariser du MR qui a accepté la scission de l'arrondissement. Il devient alors une force politique en lui-même en Wallonie et à Bruxelles.

Lors de son changement de nom et de fonctionnement, le parti se définit dans sa charte comme libéral, progressiste et pro-européen. Rassemblant des personnalités issues de différents partis politiques, il met au centre de son programme la laïcité et le libéralisme social. Proche de l'idéologie du MR, il se veut néanmoins plus humaniste et plus centriste. Ils se sont opposés nettement aux réformateurs après l'entrée de ces derniers au gouvernement aux côtés des nationalistes flamands en 2014. Ces derniers mois, et plus particulièrement avec la campagne électorale pour 2018 et 2019, le parti se situe de plus en plus au centre de l'axe gauche-droite, se rapprochant parfois des idées de gauche, et parfois de celles de droite. C'est une stratégie bien connue en sciences politiques qui permet de définir le parti DéFI comme un « catch-all party ».

3. Hypothèses

3.1. L'influence du type de parti sur l'implantation

L'analyse présentée dans ce mémoire se concentre sur deux « types » de partis. D'une part, le PTB considéré comme un parti centralisé, conséquence directe de son passé communiste. L'augmentation du nombre de militants a induit une nouvelle organisation et une nouvelle gestion au sein du parti, alors que toutes les décisions importantes – notamment celle concernant la campagne électorale – doivent encore passer par les cadres dirigeants (Delwit, 2014). Certaines listes ont d'ailleurs été refusées par les hautes instances malgré le fait qu'elles semblaient complètes et motivées. Cette manière d'agir a une conséquence directe sur l'implantation du parti. En effet, si toutes

les décisions doivent passer par le centre et si tout doit être avalisé, réfléchi, et accepté par les dirigeants, l'implantation ne saurait pas se concentrer sur un nombre important de communes, pour une question de faisabilité et plus particulièrement timing. De plus, le PTB reste encore fortement lié à un type d'électorat plus en marge de la société, avec des revenus généralement plus faibles. En effet, selon le sondage Exit Poll réalisé à la sortie des urnes en 2018, le PTB compte uniquement 12% d'électeurs universitaires et possède la moyenne la plus basse de revenu annuel par électeur (La Vif, janvier 2019).

À l'inverse, DéFI s'apparente plus à ce que l'on appelle aujourd'hui un parti « attrape-tout ». Ces partis sont caractérisés par une idéologie assez centriste, et par une stratégie assumée visant à rechercher des résultats électoraux significatifs dans divers pans de la population. Face à une telle organisation, l'implantation devrait être plus importante, ne visant pas une seule tranche de la société. Ce type de parti a été défini par Otto Kirchheimer en 1966. Selon lui, les partis politiques occidentaux ont, petit à petit, commencé à tempérer leurs idéologies, à restructurer leurs organes et à se détacher de leur bastion. Ils ont alors adapté leurs structures et leurs stratégies pour s'ouvrir à plus d'électeurs (Kirchheimer, 1966). C'est exactement la démarche qu'à DéFI depuis son changement de nom. En effet, il a revu ses structures, il s'est éloigné de son bastion historique, Bruxelles, pour s'ouvrir à la Wallonie. De plus, alors qu'il se plaçait toujours à droite de l'échiquier politique, ils revendiquent un certain centrisme ces derniers mois.

Au vu des différences entre l'organisation et la présentation des deux partis politiques étudiés, une première hypothèse peut être posée :

H1 : Alors que DéFI chercherait à s'implanter dans un maximum de communes afin de maximiser sa visibilité, le PTB serait présent dans moins de communes, mais avec des choix ciblés sur leur électorat.

Il s'agit alors dans la prochaine partie de poser les hypothèses quant aux choix stratégiques des deux partis étudiés. Dans ce cas, on ne cherchera pas à opposer les deux partis, mais à comprendre comment les petits partis parlementaires, dans une plus large mesure, se présentent aux élections. Il faut cependant garder en tête le fonctionnement presque inverse des deux partis en fonction de leur histoire et de leur organisation.

3.2. Les stratégies d'implantation au niveau local

Le niveau local peut permettre à certains petits partis de bénéficier d'un soutien leur permettant d'atteindre des résultats au niveau supérieur qu'ils n'avaient alors jamais atteint auparavant. Pour cela, une stratégie d'implantation claire et efficace doit être mise en œuvre au moment des élections. Chaque parti développe ainsi la stratégie qu'il pense la plus pertinente afin non seulement de gagner un maximum de sièges, mais également de se faire entendre et connaître en vue des prochaines échéances. Ces stratégies sont souvent assez communes mais diffèrent quelque peu de celles des partis traditionnels déjà particulièrement implantés au sein des communes et des parlements aux autres niveaux de pouvoir. Il s'agit alors de comparer, à la fois les petits partis entre eux, mais également les petits partis avec les partis traditionnels.

Cette stratégie va être analysée à trois niveaux : l'analyse sociodémographique de la commune, l'analyse politique de la commune et l'analyse des caractéristiques propres aux listes DÉFI et PTB.

La première hypothèse, pour comprendre la manière dont les partis qui ont des ambitions nationales se présentent aux élections locales, se concentre principalement sur le choix des communes et leurs caractéristiques sociodémographiques. En effet, selon Lipset et Rokkan (1967), les différents clivages structurant la société façonnent la compétition politique. Au plus la société est traversée par des différents clivages, au plus il y aura de partis en concurrence au sein des arènes électorales. Ainsi, l'émergence de nouveaux petits partis s'expliquerait par l'émergence de nouvelles fragmentations au sein des sociétés dites post-industrielles (Kitschelt, 1988).

Cette théorie rokkanienne peut s'appliquer au niveau local. En effet, dans les communes rassemblant une population assez hétérogène et donc traversées par plusieurs clivages (socio-économique, philosophique, matérialiste/post-matérialiste, notamment), le risque est de voir s'implanter des partis nationaux. Dans ce cas, la compétition sera semblable à celle qui a lieu aux niveaux supérieurs (Dahl and Tufte, 1973). Cela favorise donc grandement l'implantation de petits partis parlementaires.

Dans ce contexte, le premier élément à prendre en compte est la taille de la commune. En effet, selon Dahl et Tufte (1973), il existe un lien entre la taille de la commune et le nombre de partis en compétition. Dans les grandes municipalités avec une large diversité socio-économique, la compétition a lieu entre les partis politiques

nationaux parce que chaque parti représente un intérêt spécifique (Copus et Erlingsson, 2012). En revanche, les listes locales sont plus attrayantes dans les petites municipalités, « non partisans » (Copus et Erlingsson, 2012, Newton, 1982). Cependant, la taille des municipalités n'est pas un facteur causal réel, mais un indicateur de la diversité socio-économique de la municipalité (Kjaer et Elkit, 2010). Il s'agit alors de prendre en compte d'autres indicateurs plus précis que la taille de la commune, comme la densité de population, l'indice de richesse, le niveau d'urbanisation ou le taux de chômage. Les partis politiques qui veulent utiliser les élections locales comme tremplin auront tendance à se concentrer dans les grandes municipalités avec beaucoup de diversités socio-économiques et socio-démographiques, car le système des partis locaux peut donner des indications sur le système des partis nationaux. Ils seront donc préparés à d'autres élections supérieures. Cela permet de définir une deuxième hypothèse sur cette diversité socio-économique :

H2 : Le PTB et DéFI auraient tendance à se présenter, lors du scrutin communal, dans des communes urbaines avec une forte densité de population et mettant en lumière de nombreuses diversités sociodémographiques.

La deuxième partie des hypothèses se concentre également sur le niveau des communes, mais plutôt sur des variables en lien avec les caractéristiques politiques de la commune que sur des variables sociodémographiques. En effet, Dinas et al. ont démontré que ce ne sont pas les caractéristiques structurelles qui influencent la compétition politique, mais plutôt les règles électorales et les processus électoraux. Ainsi, le degré de ressemblance entre l'arène nationale et l'arène locale pourrait expliquer pourquoi certains partis s'implantent dans certaines communes (Kjaer and Elklit, 2010). Il semble en effet y avoir une interaction directe entre les principaux partis et les petits partis parlementaires. Étudier l'implantation des partis traditionnels et leur influence sur l'implantation des petits partis semblent donc pertinente :

H3a : Le PTB et DéFI auraient tendance à s'implanter dans des communes où les autres principaux partis ont une implantation forte et marquée dans le temps.

Le comportement des partis traditionnels n'est pas la seule variable qu'il faut observer. En effet, la participation électorale peut également mettre en évidence une dynamique quant à la stratégie à adopter. Ainsi, de manière assez inductive, on pourrait

s'attendre à ce que le PTB et DéFI, deux nouvelles forces politiques tentent d'aller capter un électorat plutôt déçu et qui ne se retrouve plus dans l'offre partisane actuelle. En effet, le processus de décentralisation et d'eupéanisation permet à des partis plus protestataires – tels que le PTB et DéFI - de percer au sein des institutions politiques à côté des principaux partis. De plus, leur émergence est également reliée à des phénomènes de désintérêt politique, de volatilité électorale et l'éclosion de nouvelles problématiques liées aux inégalités socioéconomiques et aux différentes crises financières (Van der Meer and al, 2012). Les petits partis vont donc investiguer ce nouveau pan de la société en cherchant à se démarquer des principaux partis parfois trop enfermés dans leurs revendications premières. C'est pourquoi l'analyse du lien entre la participation électorale et la présence – ou non – des deux partis étudiés permet de mettre en avant cette logique. L'hypothèse suivante peut donc être émise :

H3b : Le PTB et DéFI auraient tendance à privilégier des communes où la participation électorale est faible.

Dans une troisième mesure, il est intéressant de prendre en compte, non plus des méta-caractéristiques sur les communes, mais plutôt des méso-variables et comprendre la manière dont les deux partis ont construit leurs listes électorales - leur nom, leurs nombres de candidats, leur caractère complet ou non, etc.

Trouver un nom pour une liste est l'une des premières étapes par laquelle passent les partis lorsqu'ils commencent à préparer la campagne. C'est un choix stratégique important au niveau de l'image de la liste électorale. L'opération est fixée par certaines règles juridiques. Par exemple, en Wallonie, le CDLD (code de la démocratie locale décentralisée) indique que les listes sont identifiées par un acronyme composé de maximum douze lettres ou chiffres et de maximum treize caractères (article L4142-26 CDLC). Cependant, malgré ce cadre, les listes électorales offrent de nombreuses possibilités. Plusieurs facteurs entrent en jeu tels que l'image, la réputation, l'histoire et les ambitions des partis. Certaines listes optent alors pour une dénomination faisant directement référence aux partis nationaux ou régionaux. D'autres optent plutôt pour un nom spécifique, fréquemment utilisé pour les élections communales (par exemple : intérêts communaux, liste du bourgmestre). Le nom de la liste dépend également des caractéristiques de la commune. En effet, plusieurs sont caractérisées par la présence de

noms de liste nationales uniquement quand d'autres voient émerger des listes à tendance plus locale

Les partis politiques qui choisissent de se référer aux partis nationaux semblent utiliser une stratégie particulière : ils se servent du niveau local pour se préparer à des niveaux plus élevés (Reuchamps et al., 2012). En effet, en Wallonie, comme dans la plupart des démocraties modernes, la popularité des partis nationaux est très souvent mesurée grâce à des sondages voire à des élections locales (Gollin, 1980). Les élections sont des jeux à somme nulle et si une liste de candidats augmente la proportion de votes obtenus, une ou plusieurs listes verront automatiquement leur proportion de voix obtenues diminuer de la même manière. Ainsi, les élections communales, bien que parfois considérées de moindre importance, reçoivent une plus grande attention de la part des citoyens, des médias et des partis politiques. Ils sont également souvent perçus comme un test de popularité pour eux (Bol et Teuber, 2012). On pourrait alors se concentrer sur l'image que souhaite renvoyer le parti en analysant directement le nom qu'il choisit pour sa liste locale. La cinquième hypothèse peut se définir comme suit :

H4a : Le PTB et DéFI auraient tendance à utiliser le nom, l'étiquette et le logo du parti national lors de l'établissement de leurs listes communales.

Le nombre de candidats dans une liste locale est également important. Recruter un nombre suffisant de candidats pour présenter une liste complète est une volonté partagée par tous les partis. Une liste complète reflète un gage de sérieux en raison de la difficulté de trouver l'ensemble des candidats dans un laps de temps imposé. De plus, un grand nombre de candidats permet une maximisation des ressources humaines, importante durant les campagnes au niveau local (collage d'affiche, présence dans les événements de la commune...). Les partis, dont l'ambition politique dépasse le niveau communal, tendent à diffuser, avec plus ou moins avec succès, le nom de leur parti politique et leur image. À cette fin, il semble parfois judicieux d'offrir aux électeurs un large choix de candidats de toutes origines et représentant tous les pans de la société – femmes, personnes d'origine étrangère. La sixième hypothèse, reprenant l'ensemble de ces points, est la suivante :

H4b : Le PTB et DéFI auraient tendance à présenter des listes complètes et reflétant une diversité de genre – présence de femmes et de candidats d'origine étrangère.

La sélection des candidats est une question centrale dans le processus électoral pour lequel les partis politiques jouent un rôle décisif (Dodeigne et Vandeleene, 2012). Aujourd'hui, la carrière politique d'un conseiller communal n'est plus même qu'il y a quelques dizaines d'années. La responsabilité politique, la situation sociale et économique, la carrière politique ou les ressources institutionnelles influencent la sélection des candidats qui sont devenus de réels professionnels (Guérin et Kerrouche, 2008). En effet, une majorité de conseillers et de bourgmestres sont également présents dans d'autres arènes politiques ou sont des personnalités de la commune. Cette professionnalisation de la politique locale se manifeste dans le type de candidats retenus ainsi que dans les règles organisant les processus de composition des listes (Dodeigne et Vandeleen, 2012). Il s'agit de définir ce que l'on entend par « professionnel ». Selon Norris (1993), la sélection des candidats est institutionnalisée si elle est définie par des règles explicites, détaillées et standardisées. Lors de la discussion sur la professionnalisation de la politique, la carrière des politiciens est probablement l'image la plus répandue du grand public. Cela s'oppose quelque peu à l'image traditionnelle des politiciens locaux impliqués uniquement dans la politique locale. Les partis souhaitant atteindre des niveaux politiques supérieurs auront tendance à présenter, au niveau local, des mandataires régionaux ou fédéraux, mais également des personnes déjà impliquées dans le projet du parti et qui sont directement affiliées au parti. Il s'agit d'un processus presque inverse en comparaison avec les partis nationaux déjà bien implantés qui souhaitent « redorer » leur image en ouvrant leurs listes à la société civile. En effet, alors que les petits partis mettent en avant leur attachement à leur parti, les quatre autres partis principaux vont, eux, mettre en avant la présence de membres « de la société civile », dénués d'attaches politiques. La septième hypothèse est donc :

H4c : Le PTB et DéFI auront tendance à présenter des listes avec un maximum de personnes encartées et ayant déjà une expérience politique au niveau communal, voire régional, et fédéral.

La base de données obtenue permet ainsi de tester ces hypothèses et de confirmer (ou non) les stratégies électorales du PTB et de DéFI, les deux partis étudiés.

4. Méthodologie

Afin de comprendre l'utilisation des élections locales comme tremplin pour atteindre les arènes nationales et régionales, cette recherche se base sur une méthode quantitative. Il s'agit d'une analyse des stratégies électorales du PTB et de DéFI lors du scrutin de 2018 et des performances électorales qui en découlent, à l'aide d'outils statistiques bivariés.

4.1. Le projet « Local Party Offer 2018 »

Cette recherche est basée sur un projet de recherche interuniversitaire, « Local Party Offer 2018» qui a pour ambition l'analyse du monde politique local de Wallonie ainsi que de Bruxelles et sa périphérie. Son objectif est double. Il est, d'abord, empirique, car il tente d'analyser et de comprendre les résultats électoraux dans leurs différentes dimensions – composition des listes, résultats (Dandoy, 2012). Ce projet vise à étudier distinctement chaque commune et chaque (Dandoy, 2012). En effet, si le système électoral en place est essentiellement le même, chaque commune wallonne a un profil différent, selon sa taille, sa structure et ses listes électorales - typiquement locales ou au contraire dominées par des enjeux régionaux ou fédéraux. Le deuxième objectif de ce projet est basé sur la méthodologie. Afin de comparer les élections locales entre elles ou au fil du temps, la création d'une base de données exhaustive est la première étape évidente. Chaque élection locale est différente, il s'agit de prendre en compte toutes les particularités émanant des élections locales. Un autre défi méthodologique est la compréhension des phénomènes locaux au fil du temps. En comparant 2012 et 2018, il existe de nombreuses différences en termes de composition, de listes et de règles.

Afin de mieux comprendre les résultats des élections municipales en Wallonie, ce projet fournit une base de données sur toutes les listes électorales et les communes. Des informations sur les résultats, sur la composition de la liste (femme tête de liste, candidat non belge...) et sur les caractéristiques générales de la liste (alliance, caractère complet...) ont été récoltées pour chaque liste. La collecte des données a été réalisée selon une procédure claire et rigoureuse et à la suite d'un codebook contenant la description des variables à coder et la méthodologie appropriée pour leur collecte.

Les chercheurs impliqués se sont appuyés sur trois types de sources liées à l'offre électorale pour la collecte de données. Cette multiplication des sources d'informations a permis une triangulation méthodologique rendant toujours plus fiables les données obtenues. Tout d'abord, les chercheurs ont mis en place un contact direct avec les têtes de listes afin de récolter une série d'informations dont ne disposait pas les sites statistiques et la Région wallonne. Deuxième, afin d'évaluer la fiabilité des dires des têtes de listes, ils ont regardé les sites Web de chaque liste, y compris, dans certains cas, des blogs et d'autres pages Facebook de la liste ou du haut de la liste. Enfin, les articles de presse publiés dans la presse locale, et dans certains cas les rapports et interviews réalisés par les télévisions locales, concernant chaque commune et/ou liste ont été étudiés. Pour la collecte de donnée au sujet des communes et des caractéristiques purement liées aux élections en elles-mêmes (résultats, apparemment, candidats...), une collaboration avec la Région wallonne et le cabinet de la Ministre des Pouvoirs locaux a été nouée afin d'avoir accès à une série de bases de données utiles.

La base de données (*codebook de la base de données en annexe 1*), ainsi créée, a été confrontée à l'information disponible sur les quatre principaux partis francophones (PS, MR, CDH, Ecolo) ainsi que les deux petits partis étudiés, PTB et DÉFI. En effet, de nombreuses listes apparaissant aux élections communales sont liées à un parti politique existant au niveau national. Les partis nationaux, pour leur part, contactent et répertorient ces listes qui leur sont liées parfois indirectement.

L'un des objectifs de ce mémoire est de mesurer le poids de petits partis nationaux dans le scrutin local en Wallonie. À cette fin, divers indicateurs liés à la présence de ces partis nationaux ont été élaborés, permettant d'évaluer plus précisément les caractéristiques de chaque liste nationale dans chaque commune. Ainsi, trois types de variables ont été collectés : les méta-variables (variables contextuelles liées à la commune dans laquelle la liste est présentée), les méso-variables (variables pour chaque liste électorale dans une municipalité) et les micro-variables (variables relatives à certains candidats ou types de candidats dans chaque liste électorale). Les méta-variables codées au niveau de chaque commune sont, entre autres, la province, le degré d'urbanisation, l'indice de richesse, le revenu moyen, le nombre de sièges au conseil communal, la population, la part des étrangers, ou encore la présence de partis nationaux.

La base de données ainsi mise en place, une série de tests statistiques et des grandes tendances pourront être dégagées. Bien que ce mémoire se concentre sur le PTB

et le DéFI, il semble indispensable de garder une perspective comparative entre la stratégie des deux partis étudiés avec les quatre principaux partis, à savoir le Parti socialiste, le Mouvement Réformateur, les Écologistes et le CDH. De plus, il s'agit aussi de comparer les choix et les stratégies de 2018 à ceux de 2012 afin de se rendre compte des changements éventuels que les deux partis ont mis en place pour atteindre les niveaux supérieurs. On se retrouve ainsi dans une analyse comparative à trois niveaux : entre le PTB et DéFI ; entre les deux petits partis et les quatre autres et entre les deux petits partis en 2012 et les deux petits partis en 2018.

Dans la section suivante, les principaux indicateurs choisis seront présentés ainsi que la manière dont ils ont été récoltés et analysés.

4.2. Principales variables et l'analyse bivariable

L'analyse des stratégies d'implantation du PTB et de DéFI va se faire en trois temps. Dans une première partie, les grandes tendances d'implantation des deux partis vont être décrites et analysées afin d'avoir une première grande idée de leurs manières d'agir. Dans les deux parties suivantes, les indicateurs choisis et présentés ci-dessous seront confrontés à deux variables dépendantes : d'une part, la présence – ou non – du parti et les résultats électoraux – le nombre de sièges obtenus et le pourcentage de voix. Il sera alors possible de comprendre les variables qui influencent la présence du PTB et de DéFI, ainsi que les variables qui influencent leurs résultats. Cela permettra alors, en plus de comprendre l'implantation, d'évaluer la pertinence de leurs choix et leur efficacité. Dans une dernière partie, les résultats des élections provinciales seront présentés afin d'avoir un aperçu global sur le scrutin d'octobre 2018.

Les variables indépendantes utilisées pour analyser les phénomènes décrits peuvent être séparées en trois axes principaux (*voir annexe 1*). Le premier concerne les données précises dont dispose sur les caractéristiques sociodémographiques des communes wallonnes. Toutes les variables étudiées ici ont été collectées sur les sites web des instituts statistiques belges (StatBel, IWEPS). Afin d'avoir un aspect global des caractéristiques de la commune, cinq variables ont été sélectionnées : le degré d'urbanisation, la proportion d'habitants étrangers, l'indice de richesse, le taux de chômage et la densité de population. Le degré d'urbanisation est d'une variable catégorielle calculée par l'Eurostat allant de 1 – commune fortement urbanisée - à 3 – communes dites rurales.

Le second axe concerne les caractéristiques plus apparentées à la politique communale et aux élections locales précédentes. Ses variables ont été obtenues soit grâce à la collaboration avec la Région wallonne, ou grâce aux données récoltées pour le projet de 2012. Certaines données ont dû, à leur tour, être nettoyées et calculées afin de pointer de manière précise la réalité souhaitée. Dans ce cas, trois variables ont été sélectionnées : la participation électorale en 2012, la majorité absolue – ou non – dans la commune en 2012, la présence des quatre autres partis et le degré de nationalisation de la commune. Alors que les deux premières sont des variables quantitatives discrètes, les deux dernières variables sont dichotomiques prenant le nombre 1 si c’est le cas et 0 si ça ne l’est pas.

Enfin le troisième axe concerne la composition et la présentation de la liste. Il s’agit en réalité de cinq variables précises : le caractère complet de la liste, le genre de la tête de liste, le nombre de candidats étrangers, le nombre de candidats encartés, et le nombre de candidats déjà présent au sein des organes politiques communaux. Les trois premières variables ont été obtenues et calculées directement grâce aux données sur les listes publiées par la Région Wallonne. En ce qui concerne les trois suivantes, elles ont été soit calculées après plusieurs manipulations de données, soit obtenues grâce à des appels auprès de toutes les têtes de liste wallonnes. C’est le cas notamment du nombre de candidats encartés, cette donnée a été récoltée auprès de toutes les têtes de liste et ce par téléphone ou par échanges d’e-mail.

La section suivante a pour objectif de présenter une première idée des tendances générales qui ressortent des élections locales de 2018. Il sera alors possible d’émettre quelques pistes explicatives permettant d’affirmer – ou d’infirmer – les hypothèses émises au point précédent au sujet des deux types de stratégies qu’ont mis en place DéFI et le PTB.

5. Résultats

5.1. Les grandes tendances du PTB et de DéFI lors des élections locales

Avant de passer à l’analyse statistique de l’implantation locale des deux partis étudiés, il est important d’avoir une idée des grandes tendances de cette implantation. En effet, les partis ayant des ambitions nationales tendraient à privilégier différentes stratégies, soit une implantation restreinte mais plus réfléchie, ou du moins plus

« précise » et une plus apparentée aux « catch-all party » avec une implantation à plus grande échelle. C’est alors qu’une première analyse en termes de nombre et de localisation prend son sens et permet d’avoir une première idée de la stratégie choisie par DéFI et le PTB.

Comme on l’a déjà abordé dans le point méthodologique, il semble pertinent de garder une perspective comparative entre les élections de 2012 et de 2018 afin d’observer – ou non – une évolution. De plus, une comparaison entre DéFI et le PTB et les quatre principaux partis semblent également judicieux. Elle permet ainsi de voir où se placent les partis analysés par rapport aux autres. On se retrouve alors dans une comparaison à trois niveaux (entre les deux partis entre eux, entre les deux partis et les quatre partis principaux en Wallonie et entre le scrutin de 2012 et 2018) qui prend tout son sens.

5.1.1. L’évolution du nombre de liste entre 2012 et 2018

Le *tableau 1* a pour objectif de rendre compte de l’évolution du nombre de listes entre les élections de 2012 et celles de 2018, d’une manière globale. On le voit, la stratégie des deux partis, ici, semble plutôt différente. En effet, là où le PTB reste assez constant avec une augmentation de trois listes seulement, DéFI, lui, a presque doublé son nombre de listes.

Tableau 1. Le nombre de listes aux élections locales

	<i>Nombre de listes en 2018</i>	<i>Nombre de listes en 2012</i>	<i>Évolution 2012-2018</i>
<i>Défi</i>	45	23	+22
<i>PTB</i>	16	13	+3

<i>MR</i>	73	74	-2
<i>ECOLO</i>	125	145	-22
<i>PS</i>	97	111	-14
<i>CDH</i>	22	55	-33

La comparaison de DéFI et du PTB avec les quatre autres partis illustre le souhait qu'ont ces deux partis, à se faire entendre et connaître avant d'autres échéances électorales. Cela se traduit par une augmentation du nombre de listes. À l'inverse, l'ensemble des principaux partis a diminué son nombre de listes. C'est le cas notamment du CDH, qui a choisi de se présenter principalement sous forme de liste citoyenne – AGORA, Respect, etc. – afin de ne plus être associé directement aux partis au pouvoir et gagner des électeurs. Il cherche ainsi l'effet inverse de DéFI et du PTB qui, eux, préfèrent augmenter leur liste pour une meilleure visibilité, permettant des résultats électoraux positifs pour les élections régionales et fédérales de 2019.

Tableau 2. Le nombre de listes DéFI aux élections locales par province

	<i>Nombre de listes en 2018</i>	<i>Nombre de listes en 2012</i>	<i>Évolution 2012-2018</i>	<i>% de communes avec une liste PTB en 2018</i>
<i>Brabant w.</i>	11	11	-1	37,93%
<i>Hainaut</i>	18	7	+11	26,09%
<i>Luxembourg</i>	1	0	+1	2,27%
<i>Namur</i>	6	3	+3	15,79%
<i>Liège</i>	9	2	+7	11,71%
<i>TOTAL</i>	45	23	+22	22,06%

Tableau 3. Le nombre de listes PTB aux élections locales par province

	<i>Nombre de listes en 2018</i>	<i>Nombre de listes en 2012</i>	<i>Évolution 2012-2018</i>	<i>% de communes avec une liste PTB en 2018</i>
<i>Brabant w.</i>	0	0	0	0%
<i>Hainaut</i>	5	4	+1	7,24%
<i>Luxembourg</i>	0	0	0	0%
<i>Namur</i>	1	2	-1	2,63%
<i>Liège</i>	10	7	+3	11,90%
<i>TOTAL</i>	16	13	+3	8,18%

Lorsqu'on observe de manière plus détaillée l'implantation de DéFI et du PTB par province (*tableau 2 et 3*), on peut émettre des conclusions similaires. Le PTB a choisi de s'implanter uniquement dans trois provinces sur cinq avec une seule commune dans

le Namurois. Il se concentre ainsi principalement sur son bastion électoral, Liège, et dans une certaine mesure également, le Hainaut. Ils mettent complètement de côté l'axe Luxembourg – Namur – Brabant wallon.

Là où le PTB n'est présent que dans moins d'une commune sur dix, DéFI a choisi d'élargir plus considérablement sa base géographique. Ils sont présents dans toutes les provinces, à l'exception de la province du Luxembourg. Pour cette dernière, qui possède des caractéristiques électorales qui lui sont propres comme la présence d'une forte concentration de listes citoyennes, le parti a décidé de présenter une série de candidats sur des listes d'ouverture. C'est le cas notamment à Libramont où un membre de DéFI a été élu conseiller communal sous une liste citoyenne LIBR'Envol. À l'inverse du Luxembourg, dans la province du Hainaut, de Namur et de Liège, le parti a choisi de s'implanter de manière plus importante qu'en 2012, allant jusqu'à être présent dans une commune sur quatre dans le Hainaut. Le parti, déjà bien présent en 2012, stagne au sein de Brabant wallon, son bastion électoral wallon, avec dix listes. En règle générale, ils sont présents dans une commune sur cinq. Cela est assez considérable en comparaison avec le PTB, ce qui semble déjà confirmer les choix stratégiques différents qu'on prit ces deux partis.

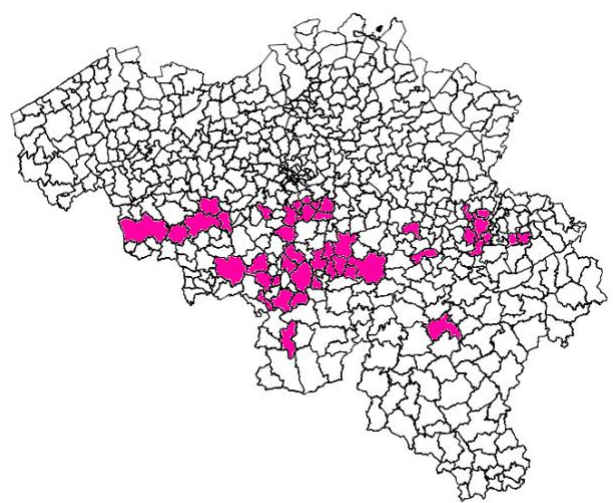
5.1.2. La spatialité des listes

Analyser le nombre de listes présentes aux élections permet d'avoir une première idée des choix réalisés par le PTB et DéFI quant à la manière de s'implanter en Wallonie pour les élections régionales et nationales. Une analyse géographique rend compte des mêmes observations, bien que de manière plus visuelle grâce aux cartes (*figure 1 et 2*).

Figure 1 – Présence du PTB aux élections communales de 2018



Figure 2 – Présence de DéFI aux élections communales de 2018



Lorsqu'on regarde ces deux cartes, on comprend encore une fois qu'on est face à deux situations assez différentes. Dans le cadre du PTB on observe une implantation le long de la dorsale wallonne reliant Tournai à Visé, l'ancien axe industriel wallon. Seule la commune de Verviers semble légèrement dévier. On peut déduire alors plus précisément les choix du parti qui a ciblé toutes les grandes villes sur cet axe Tournai-Visé. En comparaison avec la *figure 3*, on se rend compte que la stratégie n'est pas nouvelle, même si pour les élections de 2018 le parti a désiré s'étendre encore plus sur cette dorsale, en négligeant quelques communes liégeoises.

Pour les listes DéFI, il semble difficile de trouver un modèle ou de comprendre de manière visuelle leur choix de communes. On pourrait penser qu'il se concentre sur les grandes villes et les communes aux alentours, mais certaines communes isolées ont également été choisies. De plus, ils ne se sont pas concentrés sur un axe géographique comme le PTB. Il est clair néanmoins que l'axe Arlon – Namur ait été, si pas ignoré, du moins quelque peu minimisé. Comme on a déjà pu le voir, DéFI a préféré se concentrer principalement sur le Brabant wallon et le Hainaut, mais de manière beaucoup plus importante et plus éparpillée que le PTB sans pour autant oublier la province de Liège où ils ont lancé quelques listes. C'était également le cas du FDF en 2012. Il s'était présenté principalement dans le Brabant wallon (dans plus d'une commune sur trois), mais également dans quelques communes du Hainaut, de Liège et de Namur.

Figure 3 – Présence du PTB aux élections
communales de 2012

Figure 4 – Présence de DéFI aux élections
communales de 2012



Toujours dans une perspective de « triple » comparaison, il semble intéressant d’observer comment les quatre autres partis se sont géographiquement implantés lors du scrutin de 2018. De manière très générale tout d’abord, les figures 5, 6 et 7 montrent clairement l’important nombre de communes où le MR, Ecolo et le PS se sont implantés, et ce plus particulièrement pour Ecolo qui est le seul parti à être implanté de manière plus ou moins importante dans la province du Luxembourg.

Si l’on compare l’implantation du PTB (*figure 1*) et celle du PS (*figure 7*) on remarque qu’un lien existe entre ces deux partis. En effet, bien que présent dans un nombre plus important de communes, le PS semble également privilégier particulièrement la dorsale wallonne. Les conclusions sont identiques lorsqu’on compare les communes où DéFI se présente (*figure 2*) et les communes où le MR se présente (*figure 5*). On comprend également qu’il existe un lien entre les deux partis au niveau de leur choix de communes. Cela sera bien sûr analysé lors de l’étude du lien entre l’implantation des deux partis étudiés et les caractéristiques politiques des communes (deuxième bloc d’hypothèses).

Figure 5 – Présence du MR aux élections communales de 2018

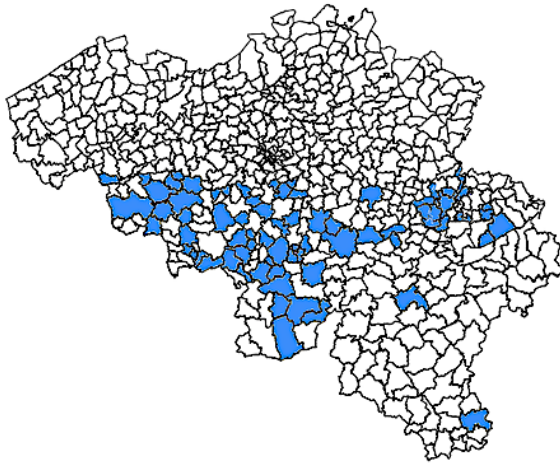


Figure 6 – Présence d'ECOLO aux élections communales de 2018



Figure 7 – Présence du PS aux élections communales de 2018



Figure 8 – Présence du CDH aux élections communales de 2018

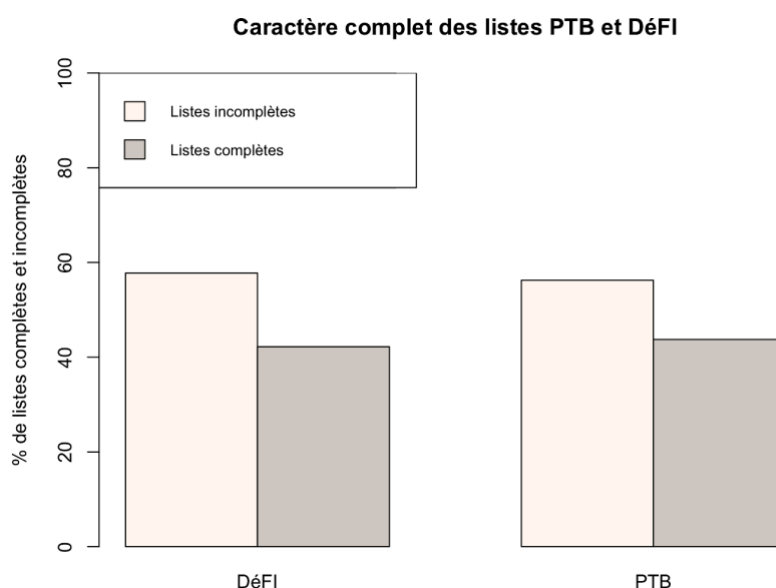


5.1.3. Le caractère complet des listes

Le nombre de listes ne peut, à lui seul, illustrer le renforcement de l'implantation locale des deux partis étudiés. Le caractère complet, ou non, d'une liste a un certain rôle à jouer. En effet, si nous sommes confrontés à 21 nouvelles listes de trois ou quatre candidats, ce n'est pas la même chose que le lancement de 21 listes complètes. Une liste complète reflète un certain sérieux et une capacité à capter et attirer des candidats potentiels, ce qui renforce l'image du parti. Aussi, un maximum de candidats permet une

maximisation des ressources humaines, ce qui son importance durant les campagnes (voir la section sur les hypothèses). Néanmoins, il est très compliqué pour un petit parti de rassembler une base importante de sympathisants prêts à se présenter à des élections, même au niveau local. En effet, il faut trouver des militants qui soient en accord avec le programme et l'organisation du parti, afin de représenter celui-ci.

Figure 9 – Le caractère complet des listes DéFI et PTB

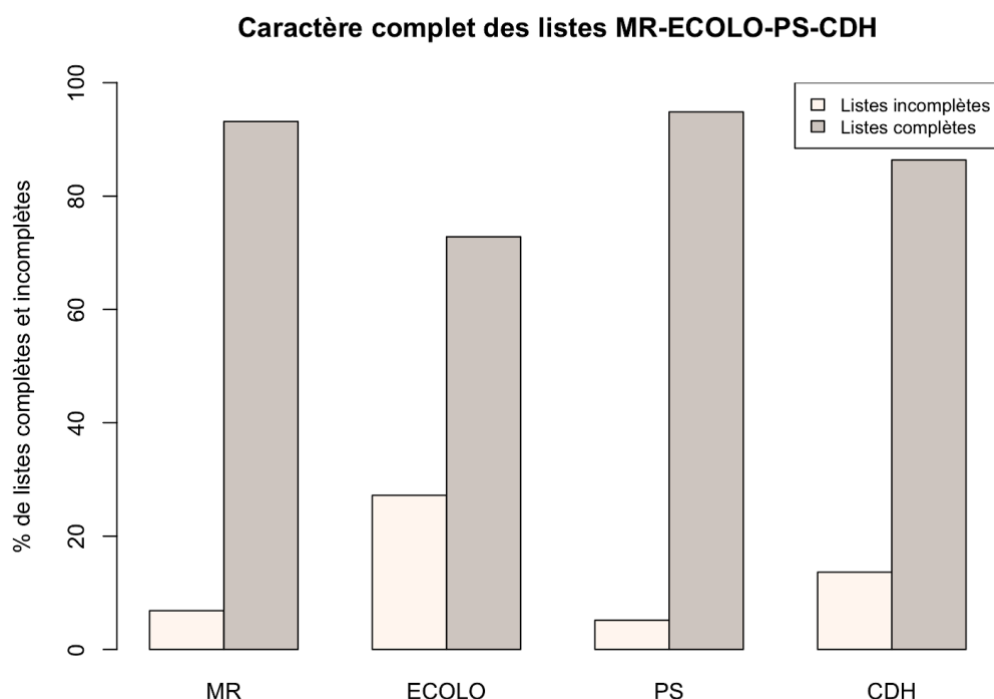


De manière générale, aucun des deux partis n'est parvenu à présenter une majorité de listes complètes. On observe dans la *figure 8* que le PTB semble être « le meilleur élève » en présentant presque autant de listes complètes que de listes incomplètes, ce qui reste plutôt faible. Pour DéFI, le nombre de listes incomplètes excède plus fortement le nombre de listes complètes. Contrairement aux autres principaux partis qui prônent toujours plus d'ouverture envers les citoyens, le PTB et DéFI vont chercher principalement des candidats membres et particulièrement proches du parti ce qui complique la tâche. Ils auront, on le verra, une proportion d'encartés plus importante que les quatre autres partis parlementaires, à savoir le PS, le MR, le CDH et Écolo

La situation est très différente pour les quatre autres partis (*figure 10*) qui ont un nombre de listes incomplètes beaucoup moins important que de listes complètes. Il s'agit

ainsi d'une deuxième distinction que l'on peut faire entre les partis étudié et les autres partis.

Figure 10 – Le caractère complet des listes MR-ECOLO-PS-CDH



De prime abord, lorsque l'on observe les premières informations dont on dispose sur le PTB et DéFI aux élections communales de 2018, on se rend compte qu'on est face à deux types de partis différents, mais partageant les mêmes problèmes de terrain. D'une part, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, le PTB a choisi de très peu augmenter son nombre de listes, et ce malgré sa popularité grandissante. Ses choix sont très ciblés et liés principalement à leurs deux bastions privilégiés : Charleroi et Liège. Ils s'installent là où il a une chance de gagner, minimisant donc les risques. À l'inverse, DéFI a choisi de doubler son nombre de listes, non pas au sein de leur bastion – le Brabant wallon – où il reste présent dans la même proportion qu'en 2012, mais partout ailleurs en Wallonie. Il augmente principalement son implantation dans les grandes villes comme Liège, Charleroi et Namur – mais pas uniquement.

L'objectif poursuivi dans le reste de l'analyse est de comprendre les facteurs qui expliqueraient ces choix électoraux, d'une part, et l'influence que ces facteurs ont eu sur leurs résultats, d'autre part. Il s'agirait dans un premier temps, d'analyser les caractéristiques des communes choisies, et ensuite les caractéristiques propres aux listes et aux candidats. Dans une seconde partie, il s'agira, non plus de comprendre pourquoi les partis s'implantent de ces communes, mais de comprendre l'impact des caractéristiques sur les résultats électoraux.

5.2. Comprendre l'implantation du PTB et de DéFI

Le premier aspect qui va être analysé et présenté dans cette section concerne les caractéristiques sociodémographiques et politiques des communes dans lesquelles les partis vont s'implanter. Il est opportun de comprendre comment les variables structurelles – en rapport avec les communes – peuvent expliquer l'implantation du PTB et de DéFI en Wallonie. Cependant, dans une seconde mesure, il est pertinent également de se pencher sur les caractéristiques et la construction des listes afin d'avoir un point de vue le plus complet possible sur l'implantation des partis étudiés.

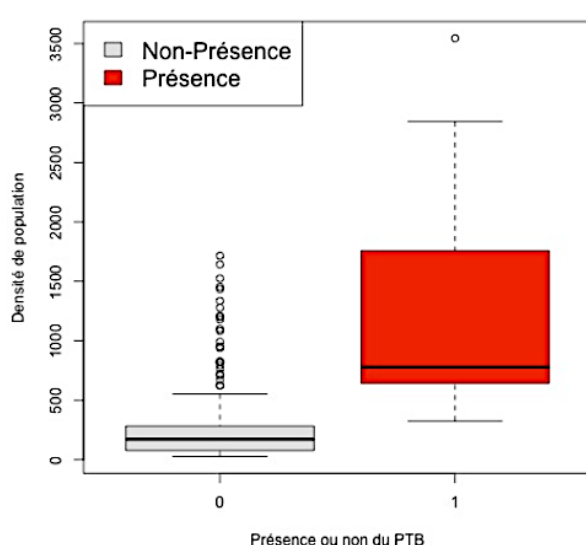
5.2.1. L'analyse sociodémographique de l'implantation de DéFi et du PTB

La seconde hypothèse présentée dans ce mémoire pose l'idée que les partis s'implanteront uniquement là où les diversités économiques sont les plus fortes et donc où les clivages se font fortement ressentir. Ils ont alors plus de chances de rencontrer leur électorat et d'obtenir des résultats significatifs. Il est alors évident que le PTB va se présenter exclusivement dans des communes urbanisées et avec des diversités démocratiques fortes, mais également un taux de richesse peu élevé, où les diversités tirent ainsi vers le bas. En effet, le PTB a pour électorat cible une part de la population aux revenus plus faible (selon le sondage Exit-Poll 2018). DéFI, en suivant cette logique devrait également se présenter dans des communes urbanisées et aux diversités socioéconomiques assez fortes, lui permettant ainsi de maximiser son électorat. Les cinq variables choisies – densité de population, l'indice de richesse, le taux de chômage, le degré d'urbanisation et la proportion d'habitants d'origine étrangère - vont nous permettre d'avoir une première vision des choses. Dans cette partie, on va tenter de comprendre le comportement du PTB et de DéFI, tout en les comparant avec les quatre autres grands partis.

La densité de population

Comme observé à de nombreuses reprises dans l'actualité médiatique, le PTB aurait choisi de se concentrer sur les grandes villes. On peut alors supposer que la densité de population influence la présence ou non du PTB aux élections de 2018 (*figure 11*).

Figure 11 – L'influence de la densité de population sur la présence ou non du PTB

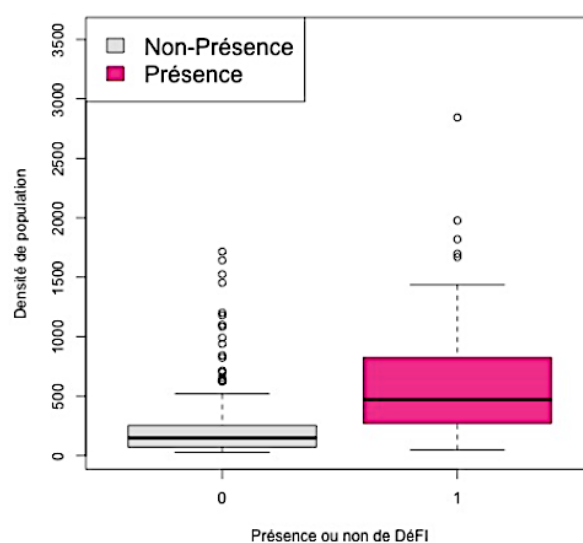


Moyenne : 1275,58 hab / km²

Test ANOVA : p-value < 2e⁻¹⁶***

Test de corrélation : 0,54

Figure 12 – L'influence de la densité de population sur la présence ou non de DéFI



Moyenne : 708,76 hab / km²

Test ANOVA : p-value = 1.24e⁻¹⁰***

Test de corrélation : 0,39

On le voit clairement sur le graphique concernant le PTB (*figure 11*), le parti a tendance à se présenter dans les communes avec une densité de population élevée. Les communes dans lesquelles le PTB se présente ont une densité de population moyenne plus de quatre fois plus élevée que la densité moyenne (308 habitants/km²) de l'ensemble des communes wallonnes. Ces différences étant significatives, il semble clair qu'il existe un réel lien entre la densité de population d'une commune et l'implantation de ce parti. Avec une corrélation positive de plus de 0,5, ce lien peut être considéré comme élevé

confirmant ainsi que le PTB ont tendance à se présenter dans des communes avec une densité de population au-dessus de la moyenne wallonne.

En ce qui concerne DéFI, la moyenne est certes moins élevée que celle du PTB, mais elle reste néanmoins deux fois plus élevée que celle de l'ensemble des communes wallonnes. Ainsi, comme le montre la *figure 12*, DéFI à tendance à s'implanter dans des communes avec une densité élevée. Les tests statistiques confirment également les mêmes résultats : la corrélation illustre une relation significative et moyennement importante entre l'implantation de DéFI et la densité de population.

Tableau 4 – Densité de population dans les communes où les quatre principaux partis sont présents

<i>Les quatre principaux partis wallons</i>	<i>Moyenne</i>
MR	626,60***
Écolo	421,33**
PS	586,13***
CDH	789,03***
Sign. Codes : 0 '****' 0.001 '***' 0.01 '**' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1	

Toujours dans une perspective comparative, il semble intéressant de regarder le comportement des quatre autres partis en termes de moyenne. On devrait s'attendre à ce que les densités moyennes par partis soient supérieures à la densité moyenne des communes wallonnes, comme c'est le cas pour le PTB et DéFI. Le *tableau 4* illustre bien cette. En effet, les quatre partis ont une densité supérieure à la moyenne. Cependant, l'écart n'est pas aussi marqué que pour le PTB et seul le CDH surpasse DéFI. Cela peut s'expliquer par le fait que DéFI, et dans une mesure encore plus importante le PTB, ont sélectionné précisément les communes et sont présents dans moins de communes. On a donc un réel désir pour nos deux partis de se présenter dans des communes plus urbaines. Cela se vérifie-t-il lorsqu'on observe le degré d'urbanisation ?

Le degré d'urbanisation (la classification Eurostat)

Le degré d'urbanisation est une variable très intéressante car elle permet de confirmer – ou d'infirmer – la présence du PTB et de DéFI au sein des grandes villes. Rappelons que cette variable catégorielle classe les communes en trois groupes : les communes rurales, les communes semi-urbaines (ou mixtes) et les communes urbaines. De prime abord, on s'attend à ce que les deux partis étudiés se concentrent dans des communes urbaines et semi-urbaines.

Tableau 5 – Relation entre le degré d'urbanisation et l'implantation du PTB et de DéFI

	PTB	DéFI
<i>Communes urbanisées</i>	7 / 10 communes urbanisées <i>43,75% des listes PTB</i>	7 / 10 communes urbanisées <i>15,56% des listes DéFI</i>
<i>Communes semi-urbanisées</i>	9 / 100 communes mixtes <i>56,25% des listes PTB</i>	21 / 100 communes mixtes <i>71,11% des listes DéFI</i>
<i>Communes rurale</i>	0 / 143 communes rurales <i>0,00% des listes PTB</i>	6 / 143 communes rurales <i>13,33% des listes DéFI</i>
Tests statistiques	<i>Test Khi-carré:</i> X-squared = 79.305, df = 3, p-value < 2.2e-16 V de Cramers: 0.56	<i>Test Khi-carré:</i> X-squared = 50.534, df = 3, p-value = 6.148e-11 V de Cramers: 0.45

Dans ce cas-ci, la différence entre les partis semble plutôt marquée alors que la stratégie reste la même. Le PTB se concentre uniquement sur des communes semi-urbaines et urbaines, et donc dans des villes et plus particulièrement des grandes villes. On voit à quel point les communes ont été sélectionnées selon des critères socioéconomique. Le V de Cramer l'illustre en démontrant qu'il existe une relation forte entre l'implantation du PTB et le degré d'urbanisation des communes. DéFI, lui, est présent dans l'ensemble des communes urbaines et dans un tiers des communes semi-urbaines. Ce qui est plus surprenant c'est leur présence au sein de communes rurales. Cela vient confirmer la volonté de toucher un électorat assez large. Le degré d'urbanisation reste néanmoins un indicateur important pour ce parti.

Bien que le PTB se détache des autres partis en négligeant complètement les communes rurales, sans vraiment s'implanter dans les communes mixtes, l'implantation

DéFI suit particulièrement bien celle du CDH, sans négliger les communes rurales, les deux partis ayant décidé de s’y implanter de manière limitée. Bien que le MR, le PS et ECOLO ait décidé de préférer les communes rurales plutôt qu’urbanisées, il n’en est rien. En effet, il n’existe en Wallonie que huit communes catégorisées ‘urbaines’ et les trois partis sont présents dans l’ensemble de ces communes. Néanmoins, ECOLO, plus que les trois autres privilégie des communes rurales.

Quoi qu’il en soit, le PTB se détache à la fois de DéFI, mais également des partis principaux en Wallonie en ciblant exclusivement les grandes villes.

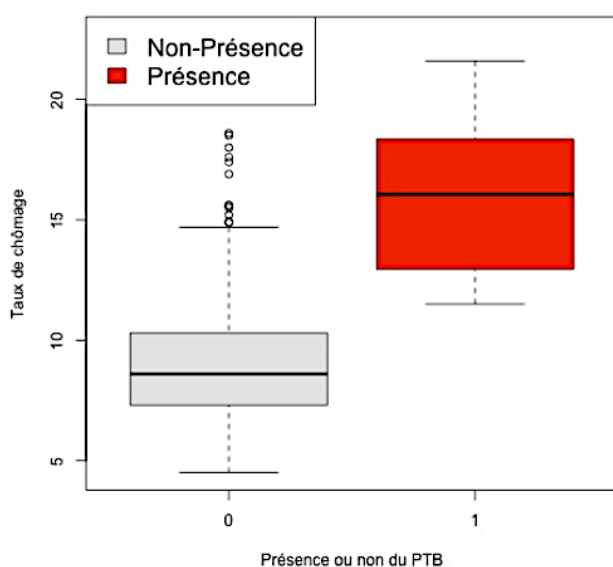
	MR	ECOLO	PS	CDH
Communes urbanisées	7/10 communes urbanisées 9,72 % des listes MR	8/10 communes urbanisées 6,45 % des listes ECOLO	9/10 communes urbanisées 9,38 % des listes PS	5/10 communes urbanisées % des listes CDH
Communes semi-urbanisées	47/100 communes semi-urbanisées 65,28 % des listes MR	65/100 communes semi-urbanisées 52,42 % des listes ECOLO	63/100 communes semi-urbanisées 65,63 % des listes PS	16/100 communes semi-urbanisées % des listes CDH
Communes rurales	18/143 communes rurales 25,00 % des listes MR	51/143 communes rurales 41,13 % des listes ECOLO	24/143 communes rurales 25,00 % des listes PS	1/143 communes rurales 4,55 % des listes CDH

Le taux de chômage

Le taux de chômage au sein des communes est aussi un indicateur important de la diversité au sein des communes. De plus, il semble exister un lien assez fort entre les personnes à bas revenus et le PTB (voir Exit-Poll 2018, Le Vif janvier 2019). Ainsi, le chômage devrait influencer de manière importante l’implantation du PTB. Cela s’observe directement lorsque l’on compare la différence entre les moyennes du taux chômage en Wallonie (9.70%) et du taux de chômage dans les communes où le PTB est présent comme l’illustre bien la *figure 15*. De plus, avec une corrélation de 0,47, les tests statistiques confirment cette relation significative entre un taux de chômage élevé et la présence du PTB.

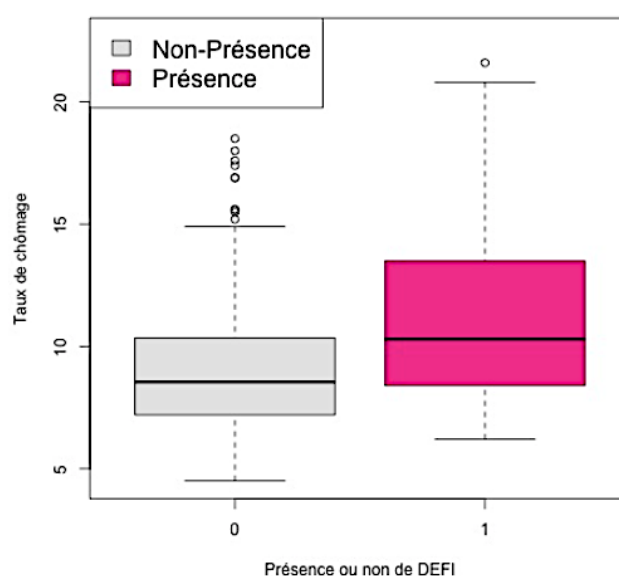
Les résultats sont moins flagrants pour DéFI. Bien qu'il y ait un lien statistiquement significatif entre l'implantation des démocrates fédéralistes et le taux de chômage dans les communes, celui-ci est moins élevé que pour les autres indicateurs (corrélation de 0,24). Cela se démontre directement lorsqu'on observe la figure 16 où certes la moyenne de DéFI est plus élevée, mais pas de manière très importante - 20% plus élevé contre 65% plus élevée pour le PTB.

Figure 15 – Relation entre le taux de chômage et l'implantation du PTB



Moyenne : 16,03
 Test ANOVA: p-value = $1.68e^{-15}$ ***
 Corrélation : 0,47

Figure 16 – Relation entre le taux de chômage et l'implantation de DéFI



Moyenne : 11,55
 Test ANOVA: p-value = $5.92e^{-05}$ ***
 Corrélation : 0,24

Systématiquement, le PTB se présente dans des communes avec un taux de chômage nettement supérieur à la moyenne du chômage wallonne. Certes, en se concentrant sur les grandes villes, il est évident qu'automatiquement le taux de chômage sera plus élevé que la moyenne. Cependant, face à DéFI (figure 16) et face aux autres partis (tableau 6), le PTB semble le seul avec une moyenne aussi élevée. Cela témoigne leur souhait de cibler essentiellement leur électorat et mettre en avant les grandes idées là où ils auront le plus de chances d'être entendus et relayés, mais également là où ils auront le plus de chances d'obtenir des résultats significatifs. Il faut également souligner

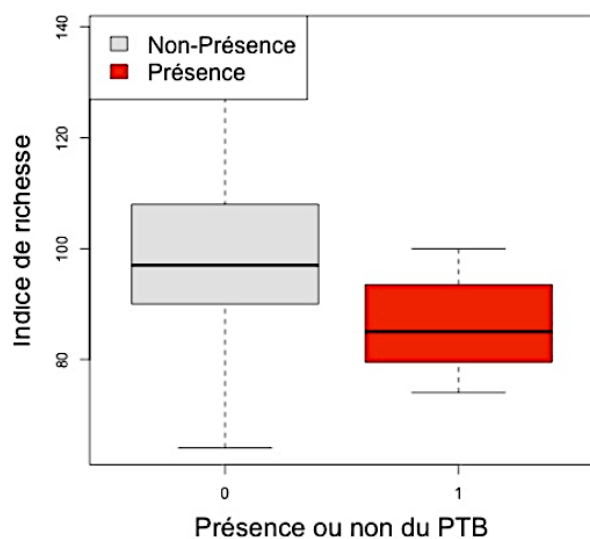
que l'ensemble des partis, excepté Ecolo, ont un lien significatif entre leur implantation et le taux de chômage dans la commune.

Tableau 6 – Taux de chômage moyen dans les communes où les quatre partis principaux sont présents

Partis principaux en Wallonie	Moyenne
MR	11,64 ***
Écolo	10,04 (n.s.)
PS	11,47 ***
CDH	12,64 ***
Sign. Codes 0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1	

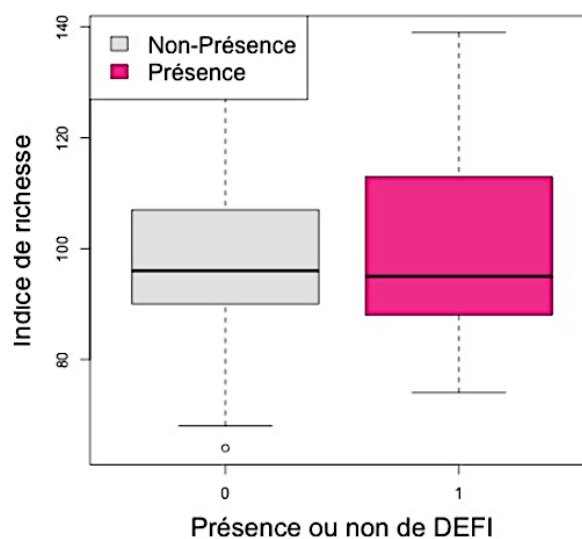
L'indice de richesse

Figure 17 – Relation entre l'indice de richesse et l'implantation du PTB



Moyenne : 85.88
Test ANOVA: p-value = 0.00146 **
Corrélation: -0.19

Figure 18 – Relation entre l'indice de richesse de la commune et l'implantation de DéFI



Moyenne: 99.8
p-value = 0.253 (n.s)
Corrélation: 0.07

Pour la première fois dans cette analyse, les conclusions entre les deux partis sont plus tranchées. En effet, l'indice de richesse communal permet de mettre en lumière l'électorat majoritaire présent au sein des communes. DéFI, en possédant une moyenne proche de la moyenne wallonne – 98.26 – et proche de celle des principaux partis wallons (*tableau 7*), se concentre sur un électorat moyen. Encore une fois, DéFI se rapproche plus des autres partis nationaux au contraire du PTB. À noter cependant que la relation entre l'indice de richesse et DéFI n'est pas statistiquement significative, le lien entre les deux peut donc être remis en cause.

Le PTB, lui, suit sa logique et se concentre encore une fois, uniquement sur un électorat à bas revenus avec un taux moyen de richesse 13% plus bas que celui en Wallonie et systématiquement plus bas que celui des quatre grands partis wallons (*tableau 7*). Avec un test statistique significatif mais une corrélation de seulement -0,19, la relation est néanmoins faible. Ainsi, l'indice de richesse ne semble pas être un élément déterminant dans l'implantation des deux partis.

Tableau 7 – Indice de richesse moyen dans les communes où les quatre partis principaux sont présents

Partis principaux en Wallonie	Moyenne
MR	96.07 .
Écolo	99.86 *
PS	95.31 **
CDH	92.86 *
Sign. Codes 0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1	

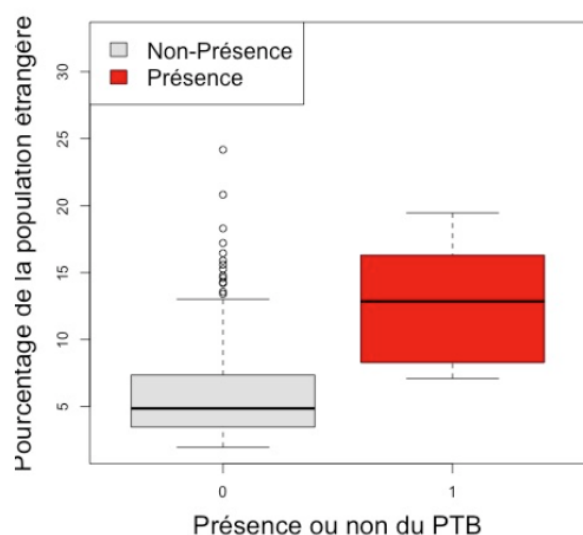
La proportion d'étrangers dans la commune

Aujourd'hui dans les communes de Wallonie 6,68% de la population en moyenne est étrangère. En principe, la population étrangère se concentre dans les zones plus urbanisées et industrielles. Comme le démontre les *figures 19 et 20*, le PTB est encore plus dirigé vers cet électorat urbain. Avec une différence de moyenne significative et une

relation plutôt élevée ($r = 0,34$), l'implantation du parti est influencée par une proportion de population étrangère élevée.

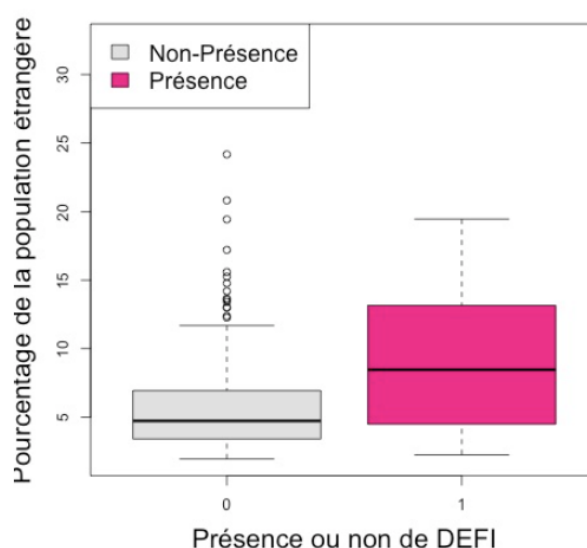
DéFI suit la même logique que le PTB avec la seule différence d'avoir, encore une fois, une moyenne moins élevée mais plus proche de celle des autres partis (*tableau 8*). Avec une relation confirmée par des tests statistiques significatifs, on peut affirmer qu'il existe un lien entre l'implantation de DéFI et la proportion d'étrangers dans la commune.

Figure 19 – Relation entre la proportion d'étrangers dans la commune et l'implantation du PTB



Moyenne = 12.85
p-value = $6.55e^{-08***}$
Corrélation: 0.34

Figure 20 – Relation entre la proportion d'étrangers dans la commune et l'implantation de DéFI



Moyenne = 9.28
p-value = $6.92e^{-05***}$
0.25

C'est le cas également des autres partis wallons (*tableau 8*) qui ont des moyennes proches de celle DéFI. Le PTB, lui, va encore plus loin avec une moyenne plus élevée que les autres partis. La petite différence s'explique par la présence des quatre grands partis dans plus de petites communes ou du moins des communes moins urbanisées. C'est le cas, notamment d'ECOLO qui se concentre autant sur des communes urbaines que des communes totalement rurales au faible pourcentage de citoyens d'origines étrangères.

*Tableau 8 – Indice de richesse moyen dans les communes
où les principaux partis sont présents*

Partis principaux	Moyenne
MR	8.70 ***
Écolo	7.51 **
PS	8.72 ***
CDH	10.90 ***
Sign. Codes 0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 '' 1	

5.2.2. L'analyse politique de l'implantation du PTB et de DéFI

L'analyse des facteurs politiques qui ont influencé le choix se concentre sur trois variables principales à savoir : la présence – ou non – des quatre grands partis politiques francophones ; la présence – ou non - d'une majorité absolue entre 2012 et 2018 ; et enfin la participation électorale lors des élections de 2012. Ces trois variables sembleraient avoir une implication directe sur la présence des petits partis. En effet, s'implanter dans une commune où aucun des quatre partis principaux n'est présent semble peu pertinent pour nos deux partis, car cela impliquerait l'absence d'une première compétition avec ses futurs concurrents lors des élections à des niveaux supérieurs. De plus, comme on l'a déjà expliqué ci-dessus, il semblerait étonnant de voir les deux partis s'implanter dans des communes où il y a déjà une majorité absolue et où la participation électorale est élevée, car ces deux variables pourraient indiquer que les électeurs ne seraient pas prêts à s'ouvrir à d'autres organisations politiques.

La présence des quatre partis principaux en Wallonie

Tableau 9 – Relation entre les présences des quatre partis principaux et la présence du PTB et de DéFI (N = Nombre de communes)

	Présence du PTB	Non-présence du PTB	Présence de DéFI	Non-Présence de DéFI
Présence des 4 partis	4	7	9	2
Non-présence des 4 partis	12	230	36	206
Test Khi-carré	X-squared = 12.617, df = 1, p-value = 0.0003823***		X-squared = 27.829, df = 1, p-value = 1.325e-07***	
Test de Cramers	0,22		0,33	

Ce tableau démontre clairement le lien qui existe entre d'une part la présence DéFI et, d'autre part, la présence des quatre partis– MR, ECOLO, PS, CDH. En effet, sur les 11 communes wallonnes où les quatre partis sont tous présents, seulement deux communes ne possèdent pas de liste DéFI. Avec un V de Cramers à 0,33 et un khi-carré significatif, on ne peut que confirmer que l'implantation de DéFI a un lien évident avec l'implantation des quatre autres grands partis wallons.

Pour le PTB, ce n'est pas aussi évident. Bien que le lien soit statistiquement significatif et la relation entre les deux indicateurs moyenne, sur les 11 communes où les quatre partis sont implantés, seulement quatre possèdent une liste PTB. De plus, dans les deux cas, il reste une grande majorité de communes où les deux listes étudiées ne sont pas en compétition directe avec les quatre autres partis.

Les résultats seraient-ils les mêmes si l'on s'intéressait aux concurrents directs des deux partis étudiés : le MR pour DéFI et le PS pour le PTB ? Les *tableaux 9 et 10* montrent plus clairement le lien entre la présence des deux listes et la présence de leurs concurrents directs.

*Tableau 10 – Relation entre la présence du PTB
et la présence du PS (N = Nombre de communes)*

	Présence du PTB	Non-présence du PTB
Présence du PS	15	82
Non-présence du PS	1	155

*Test Khi-carré: p-value = 8.821e-06***
V de Cramers: 0,28*

Sur les 16 listes PTB présentes en Wallonie, seulement une n'est pas en compétition directe avec une liste PS. Cela montre à quel point le PTB sait exactement où aller s'implanter et a particulièrement réfléchi aux communes dans lesquels le parti allait présenter une liste. La seule commune où le PS n'est pas présent est la commune d'Herstal mais cela s'explique par le fait que la commune reste dirigée par un député socialiste tirant une liste PS quasi nationale.

Les résultats pour DÉFI sont moins tranchés (*tableau 9*). En effet, sur les 45 listes DÉFI qui se sont présentées en Wallonie, 28 sont en compétition directe avec le MR et 17 ne se sont pas présentées face aux libéraux wallons. Cela pourrait s'expliquer par le fait que DÉFI cherche à se détacher de son lien avec le MR et que son côté libéral en captant non plus seulement l'électorat du MR, mais celui de tous les autres partis wallons. De plus, ses caractéristiques le lient aussi bien avec le MR que les autres partis.

*Tableau 9 – Relation entre la présence de DÉFI et la Présence du
MR (N = Nombre de communes)*

	Présence de DÉFI	Non-présence de DÉFI
Présence du MR	28	45
Non-présence du MR	17	163

*Test Khi-carré : p-value = 1.385e-07***
V de Cramers : 0,33*

La présence d’une majorité absolue entre 2012 et 2018

Tableau 10 – Relation entre la présence d’une majorité absolue et la présence du PTB et de DéFI (N = Nombre de communes)

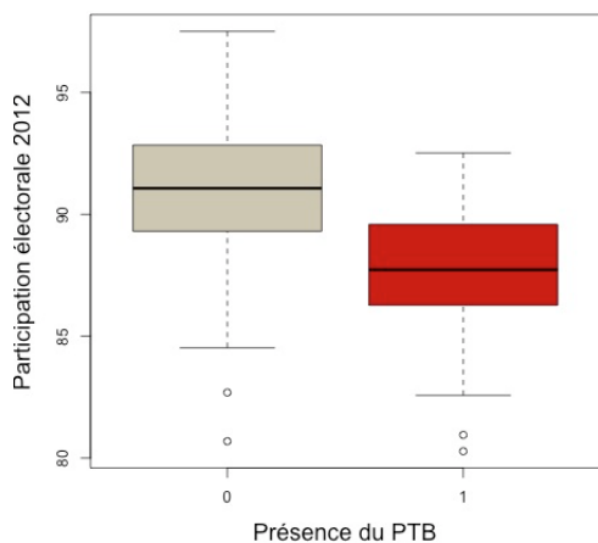
	Présence du PTB	Non-présence du PTB	Présence de DéFI	Non-Présence de DéFI
Présence d’une majorité absolue	6	150	23	133
Non-présence d’une majorité absolue	10	87	22	75
Test Khi-carré	X-squared = 3.1969, df = 1, p-value = 0.07378 (n.s)		X-squared = 2.0623, df = 1, p-value = 0.151 (n.s.)	
V de Cramers	0.11		0.09	

Selon le *tableau 10*, il ne semble pas y avoir un lien direct entre une majorité – ou non – et la présence du PTB et de DéFI. De plus, avec un test khi-carré non significatif et un V de Cramers faible, on ne peut conclure en un lien statistiquement significatif entre les deux variables.

La participation électorale aux élections communales de 2012

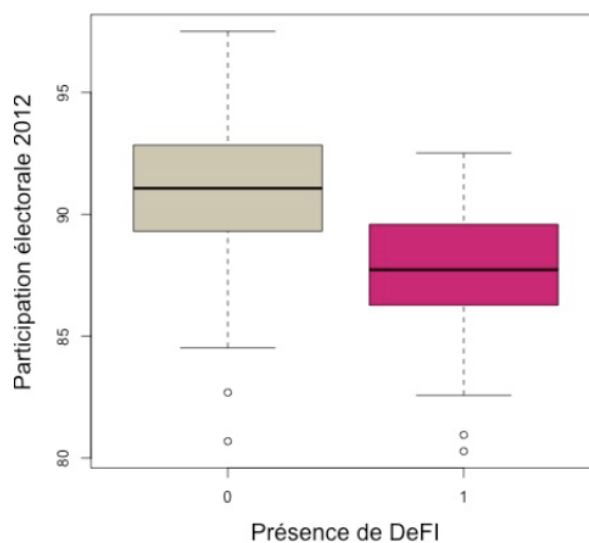
La participation électorale a un rôle particulièrement important à jouer lorsqu’on étudie l’implantation des partis aux élections. En effet, c’est un indicateur simple à collecter et il permet de mettre en lumière un certain désintérêt pour la politique locale. Cela indique le pourcentage d’électeurs qui a choisi de ne pas voter ou de ne pas voter valablement pour une liste ou une personne. De nombreux facteurs peuvent expliquer qu’un électeur ne vote pas y compris parce qu’il ne se retrouve dans l’offre électorale. C’est cet électorat là que les petits partis vont tenter d’attirer.

Figure 21 – Relation entre la participation électorale et la présence du PTB



Moyenne = 84.62
p-value < 2e⁻¹⁶***
Corrélation : -0,49

Figure 22 – Relation entre la participation électorale et la présence de DéFI



Moyenne = 87.40
p-value = 3,81e⁻¹⁴***
Corrélation : -0,45

Les graphiques le démontrent clairement, les deux partis vont là où la participation électorale est moins élevée. La participation électorale en 2012 en Wallonie était de 90,35%. Les deux partis sont donc clairement en dessous avec une accentuation légèrement plus élevée pour le PTB. Il semble ainsi qu'une participation électorale peu élevée, couplée avec une présence des principaux rivaux seraient une association évidente pour justifier l'implantation des listes PTB et DéFI. Avec une corrélation significative et négative des deux partis, on peut donc conclure que le lien entre l'implantation des deux partis et une participation électorale plus faible existe bel et bien et doit être pris en compte.

5.2.3. Les caractéristiques des listes PTB et DéFI aux élections communales

Bien que le nombre de listes des deux partis ait augmenté depuis 2012, leur offre électorale reste quelque peu limitée en raison du nombre peu élevé de listes complètes. Analyser les listes et la manière dont le PTB et DéFI se sont présentées est quelque peu différente de l'approche utilisée pour les deux points précédents. En effet, les

caractéristiques de la liste ne vont pas être directement liées à la présence ou non du PTB et de DéFI car cela n’a pas de sens. Néanmoins, comprendre l’implantation en amont d’un parti ne serait pas exhaustive si l’on ne se concentrait que sur les communes et négligeait toute la construction des listes.

Le nom des listes et le nombre de candidats PTB et DéFI

Que ce soit DéFI ou le PTB, l’ensemble des listes que les deux partis ont présentées portait le label du parti national et se présentaient sous le logo du parti. Néanmoins, il existe trois exceptions pour DéFI : à Huy le parti se nommait DéFI pour Huy, à Ans, DéFI pour Ans et DéFI Citoyens à Grez-Doiceau. À l’inverse, le PTB ne souffre d’aucune exception.

Il a été compliqué, aussi bien pour le PTB que DéFI, de rassembler un nombre important de membres actifs afin de remplir l’ensemble des listes. Cela se répercute directement sur la proportion de listes complètes qui dépasse un peu moins de 50% pour le PTB et qui est même en deçà pour DéFI. À titre de comparaison, 95% des listes MR sont complètes, 75% des listes ECOLO, 96% des listes PS et enfin 86% des listes CDH. Cela montre la facilité qu’ont les listes des plus grands partis à se remplir à contrario des plus petits partis en quête de reconnaissance.

La tête de liste

Tableau 12 – Le genre de la tête de liste pour chaque parti national

Genre de la tête de liste	MR	ECOLO	PS	CDH	DéFI	PTB
Féminin	22 (30,6%)	38 (30,1%)	20 (20,6%)	7 (31,8%)	7 (15,6%)	9 (56,3%)
Masculin	51 (69,4%)	87 (69,9%)	77 (79,4%)	15 (68,2%)	38 (84,4%)	7 (43,75%)

Le *tableau 12* a un objectif double. Premièrement, il permet de comparer la manière dont les partis se présentent. En effet, la tête de liste a un rôle primordial à jouer lors des élections car elle reflète l’image du parti. C’est aussi, dans la majorité des cas, l’image du possible futur bourgmestre qui est mise en avant. Le deuxième objectif de ce tableau est de montrer l’importance de femmes au sein des formations politiques. Une

grande nouveauté des élections de 2018 est l'obligation du principe de la tirette lors de la création des listes : une femme puis un homme – ou vice versa, ainsi de suite afin de garantir une égalité entre le nombre d'hommes et de femmes. Ainsi, il n'est plus possible d'examiner la place donnée aux femmes en observant uniquement le nombre de femmes sur la liste. Néanmoins, il est possible d'avoir une idée de la place des femmes au sein des listes en regardant le nombre de fois où elles sont présentes en tête de liste.

Un seul parti présente un nombre supérieur de femmes en tête de liste, c'est le PTB. Tous les autres partis présentent non seulement un nombre plus élevé d'hommes, mais avec toujours moins d'un tiers des listes représentées par des femmes. Le parti plaçant le plus d'homme en tête de liste est DéFI avec moins d'une liste sur cinq représentée par une femme. Les deux partis ont donc deux manières d'agir à ce sujet.

Le nombre de candidats d'origine étrangère

Tableau 13 – La présence de candidats d'origine étrangère (N = Nbr. de listes)

	MR	ECOLO	PS	CDH	DéFI	PTB
Au moins un candidat d'origine étrangère	14 (19,2%)	50 (40,0%)	33 (34,0%)	7 (31,8%)	18 (40,0%)	9 (56,3%)
Aucun candidat d'origine étrangère	59 (80,8%)	75 (60,0%)	64 (66,0%)	15 (68,2%)	27 (60,0%)	7 (43,75%)

Encore une fois, le PTB est le parti reflétant une plus grande diversité. La majorité de ses listes comprennent une personne d'origine étrangère. La stratégie semble pertinente étant donné qu'il se présente dans des communes avec une proportion élevée de personnes d'origines étrangères. Cela reflète un souhait d'ouverture à un nouveau pan de l'électorat. DéFI également s'ouvre et comprend au moins deux listes sur cinq avec des candidats d'origine étrangère supplantant ainsi l'ensemble des autres grands partis excepté ECOLO.

La proportion de candidats encartés

Tableau 14 – Le genre de la tête de liste pour chaque parti national

	MR	ECOLO	PS	CDH	DéFI	PTB
Candidats encartés	77%	60%	77%	56%	83%	94%
Candidats non encartés	33%	40%	33%	44%	33%	6%

La proportion de candidats encartés est un bon indicateur pour rendre compte d'une certaine discipline et d'une certaine stratégie des partis politiques mais également d'une professionnalisation des candidats. En effet, un parti qui s'ouvre à ce qu'on appelle la société civile, peut s'expliquer par un manque d'effectif ou par l'envie de montrer une image d'ouverture envers la société. Pour les listes en quête de reconnaissance et de visibilité, la stratégie d'ouverture ne paraît pas pertinente. Ils seraient, en effet, plus logiques de présenter un maximum de personnes qui vont porter les idées du parti et qui ont été validé par le parti.

On le voit la stratégie semble complètement différente entre les quatre partis wallons et les deux petits partis. DéFI et PTB présentent une des listes avec au moins quatre candidats sur cinq encartés. À l'inverse, on remarque que les quatre partis principaux et particulièrement ECOLO et le CDH composent des listes beaucoup plus ouvertes aux candidats qui ne sont pas liés directement à un parti politique. Cette stratégie est très souvent réfléchie et permet d'avoir l'image d'un parti d'ouverture.

Le nombre de candidats ayant une expérience de politique communale

Tableau 15 – L'expérience en politique communale des candidats pour chaque parti national

	MR	ECOLO	PS	CDH	DéFI	PTB
Au moins un candidat possédant une expérience communale	69 (94,5%)	106 (84,8%)	92 (94,8%)	21 (95,4%)	7 (15,6%)	7 (43,8%)
Aucun candidat ne possédant une expérience communale	4 (5,5%)	19 (15,2%)	5 (5,2%)	1 (4,6%)	38 (84,4%)	9 (56,2%)

Les résultats présentés dans ce tableau ne sont, eux non plus, pas surprenant. En effet, alors que les partis traditionnels sont à peu de choses près tous composés d'anciens mandataires locaux, les deux partis étudiés ne connaissent pas cette réalité en raison de leur nouvelle implantation. Néanmoins, le PTB a presque une liste sur deux comprenant d'anciens mandataires locaux, ce qui est assez peu en comparaison aux autres partis politiques. Pour DÉFI, moins d'une liste sur cinq est composée d'anciens mandataires locaux. Cela s'explique par le fait que DÉFI commence seulement son implantation en Wallonie et qu'il est donc très compliqué pour eux de posséder déjà des mandataires locaux.

Maintenant, il serait intéressant d'évaluer ces choix en lien avec les résultats obtenus par ces deux formations lors du scrutin.

5.3. Les performances électorales : évaluation des stratégies d'implantation

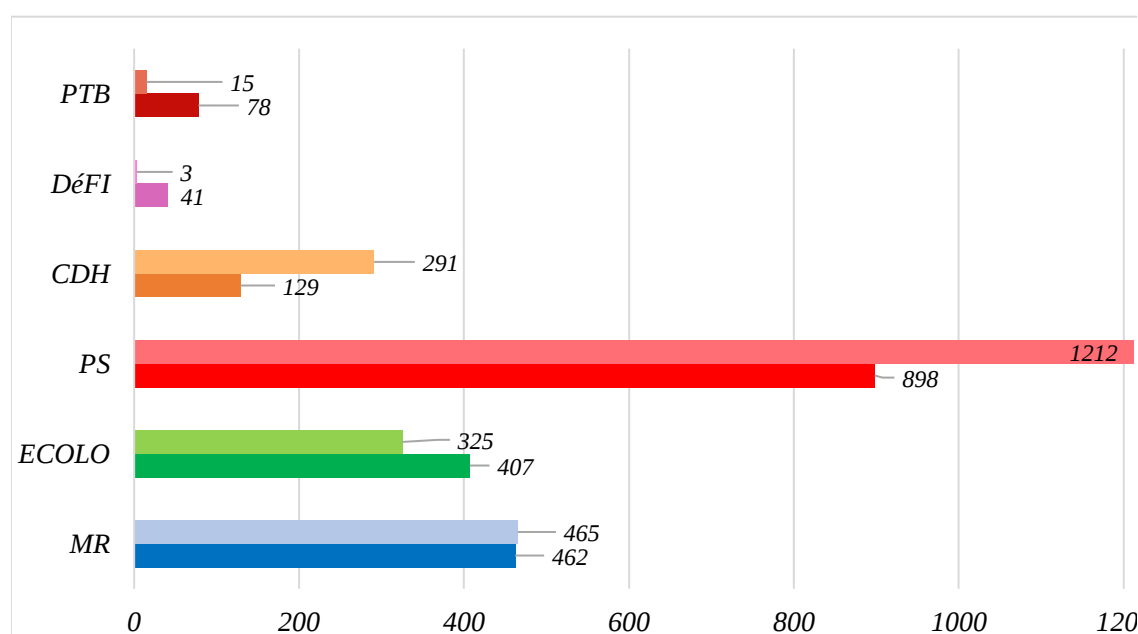
5.3.1. Évolution des résultats des deux partis aux élections communales (2012-2018)

Tableau 20. Évolution des performances électorales des petits partis (2012-2018)

	DÉFI				PTB			
	% vote moyen (2018)	Evolution (2012)	N sièges (total 2018)	Evolution (2012)	% vote moyen (2018)	Evolution (2012)	N sièges (total 2018)	Evolution (2012)
Brabant wallon	7,4	+3,4	10	+9	--	--	--	--
Hainaut	4,7	+0,9	7	+7	11,30	+7,6	23	+20
Luxembourg	4	+4	0	0	--	--	--	--
Liège	7,4	+4,4	10	+9	7,7	+5,3	52	+40
Namur	10,7	+6,9	13	+12	15,7	+8,2	3	+3
Bruxelles	15,6	-1,4	102	-8	6	+3,6	36	+35
Total	9,2	-0,3	142	+29	11,5	+6,8	114	+98

Le PTB est certainement un des grands gagnants des élections, avec surtout des gains importants en termes de sièges obtenus dans les conseils communaux. De manière intéressante, si la percée là où ils avaient renforcé son offre est manifeste (province de Liège), le PTB réussit de belles performances à Namur et dans le Hainaut, sans pour autant avoir multiplié son nombre de listes dans d'autres communes, plus rurales et surtout moins proches de leurs communes « traditionnelles » (*tableau 20*). Dès lors, il semble que la stratégie de se concentrer sur certaines grandes villes et les anciens bassins industriels est assez pertinente. En outre, proportionnellement et en comparaison aux grands partis, cette augmentation et sa traduction en termes de sièges (*figure 23*) demeurent peu importantes et, surtout, s'inscrivent dans une dynamique où le parti ne partait de rien. Enfin, un des enjeux essentiels derrière le succès relatif du PTB est qu'il génère un certain dilemme pour le parti : doit-il rester un parti d'opposition ou accepter de rentrer dans des majorités ? Les négociations avec les partenaires de coalitions potentiels, c'est-à-dire, les autres partis de gauche comme le PS et Écolo, n'ont souvent rien donné à l'issue du scrutin, est-ce une stratégie du parti ou une volonté des autres partis ? La question reste ouverte.

Figure 23 – Évolution des résultats en termes de sièges entre 2012 et 2018



En ce qui concerne DéFI, les résultats sont mitigés et ne correspondent certainement pas au rôle clé que certains observateurs lui attribuaient. À Bruxelles, bastion électoral traditionnel, DéFI plafonne et n'évolue pas au niveau de ses scores

électorales, qui restent stables par rapport à 2012 (*tableau 20*). La donne est quelque peu différente en Wallonie, où le parti fait état d'une évolution positive en termes de votes exprimés et de sièges obtenus, mais certainement pas dans la marge potentielle qui avait été préalablement fixée. Dès lors, il semble que Défi n'ait peut-être pas fait les bons choix. Bien que le bataillon de conseillers communaux wallons DéFI se soit clairement élargi, le parti enregistre des résultats peu substantiels dans le sud du pays. Dès lors, le parti ne pourra pas surfer sur la vague du succès local escompté.

5.3.2. Piste explicative des performances électorales

Alors que le PTB a choisi une stratégie minutieuse et rigoureuse en raison du poids important que joue encore le noyau des dirigeants, DéFI se rapproche du fonctionnement des partis « attrape-tout » en se présentant de manière plus importante en termes de listes. Deux stratégies distinctes donc, mais sont-elles toutes les deux pertinentes et payantes ?

Le tableau général présenté dans l'*annexe 2* présente les résultats des deux partis en termes de pourcentage moyen et en nombre de sièges totaux en fonction des différentes variables utilisées dans cette recherche. En plus, pour chaque variable, un test ANOVA a été calculé afin de rendre compte d'une possible relation statistique entre les résultats et les variables dépendantes. Comme il est indiqué, peu de relations sont significatives et ce pour deux raisons principales. La première est méthodologique et concerne le peu de listes DéFI et PTB. En effet, lorsque, dans un test statistique le N est petit, les tests statistiques ont plus de chances d'être non significatifs, or avec un N de 45 ou de 16, les chances sont plus qu'importantes. La seconde raison est plus empirique et concerne les choix politiques des deux partis. En effet, DéFI, et encore plus le PTB, ont particulièrement soigné leurs choix de communes et donc une fois sélectionnées, cette variable n'explique plus les résultats car il y a déjà un tri réalisé par le parti pour atteindre des résultats.

Tout d'abord, il semble important de montrer à quel point les résultats électoraux des petits partis sont affectés par les caractéristiques de l'offre qui leurs sont propres (*voir tableau général annexe 2*). De manière plus intéressante, si DéFI obtient de meilleurs résultats avec des hommes qui figurent en tête de liste, le PTB performe mieux dans les communes où il présente des listes avec une femme en première position. Soulignons

cependant que le genre de la tête de liste n'a pas une relation statistiquement significative avec les résultats des deux partis. En outre, le PTB se distingue aussi par de meilleurs résultats quand il ne propose pas de candidats d'origine étrangère. Cette observation est étrange si on la met en parallèle avec son ancrage dans les grands centres urbanisés et en relation avec son implantation dans les communes avec un pourcentage élevé de personnes d'origine étrangère. Enfin, l'analyse montre que la présence de personnels politiques est particulièrement liée à la bonne performance des listes du PTB, sans relation statistique. DéFI se caractérise par de meilleurs résultats lorsque, à la fois des anciens mandataires locaux sont présents (statistiquement significatif) et, étonnamment, lorsque la proportion d'encartés est faible (statistiquement non significatif). Les autres variables semblent ne pas avoir d'incidences importantes sur les résultats.

Dans un second temps, l'exercice d'analyse de l'implantation de l'offre locale des petits partis en lien avec des caractéristiques sociodémographiques des communes où ils se présentent offre des observations intéressantes quant à leur stratégie d'implantation. DéFI obtient une meilleure moyenne dans les communes rurales où, pourtant il ne présente que très peu de listes (statistiquement significatif). La présence dans ce type de communes est certainement à mettre en lien direct avec l'extension de l'offre de DéFI vers la Wallonie. Pour le PTB, l'analyse des résultats en fonction du type de communes est plus contrastée que pour l'offre. En effet, le PTB dispose d'une moyenne en termes de votes exprimés plus élevés dans les communes hautement urbanisées que dans celles mixtes. Cependant, la relation n'est pas statistiquement significative. DéFI performe mieux dans les communes avec un faible pourcentage de population étrangère, ce qui tranche avec le PTB qui lui, performe mieux quand le pourcentage de population étrangère est plus important. Sans grande surprise également, le PTB performe mieux dans des communes où l'indice de richesse est bas et le taux chômage élevé. Pour DéFI, c'est plutôt l'inverse qui s'observe (indice de richesse haut et taux de chômage bas).

Pour conclure, il s'agit de s'intéresser au vecteur politique de l'implantation locale du PTB et de DéFI, ainsi que la mesure dans laquelle la présence des autres grands partis wallons, la participation électorale de la commune pouvait influencer le développement de leur offre. Le tableau en annexe démontre qu'étonnamment, le PTB performe mieux lorsque le PS est présent et plus particulièrement lorsque le PS est en majorité absolue dans la commune. DéFI, lui, performe mieux lorsque la présence des

autres partis est faible lorsque le MR n'est pas présent. C'est également, quelque peu, l'inverse du PTB.

De manière générale, si les choix du PTB se sont avérés généralement bon au niveau des caractéristiques sociodémographiques, leur permettant d'exceller dans certains cas, il ne semble pas que les caractéristiques politiques aient eu une grande influence sur les résultats du parti. Pour DÉFI, certains choix semblent être à revoir afin de peut-être s'implanter de manière plus durable, comme par exemple la présence plus importante dans les communes rurales où les partis traditionnels semblent absents.

4.4. Coup d'œil sur les élections provinciales

Afin d'avoir une vue d'ensemble sur le scrutin local, il semble nécessaire de faire le point sur les résultats des élections provinciales. De plus, en raison de ces caractéristiques, les élections provinciales peuvent être un meilleur indicateur de ce qui pourrait se passer lors du scrutin de mai. En effet, les élections à ce niveau sont généralement considérées comme plus idéologiques, moins personnalisées et ainsi, plus liées aux niveaux supérieurs (Dandoy et al., 2012). On retrouve ainsi une compétition proche de la compétition régionale ou nationale avec des partis fortement nationalisés. En outre, dû à de nombreuses différences avec le scrutin communal, le comportement des partis est quelque peu différent. Par exemple, en raison du nombre faible de sièges à pourvoir, les listes pour les élections sont généralement complètes (Dandoy et al., 2012). Pour le PTB et DÉFI, il s'agit donc d'un test à passer pour se rendre compte de la popularité du parti à côté des quatre grands autres partis. Il s'agira donc de comparer les résultats des deux petits partis par rapport aux autres. Néanmoins, au vu du manque de visibilité et de publicité du scrutin, l'effet de tremplin que peut apporter le niveau communal est moins observé au niveau provincial.

Figure 24 – Les résultats du PTB par canton aux élections provinciales de 2018

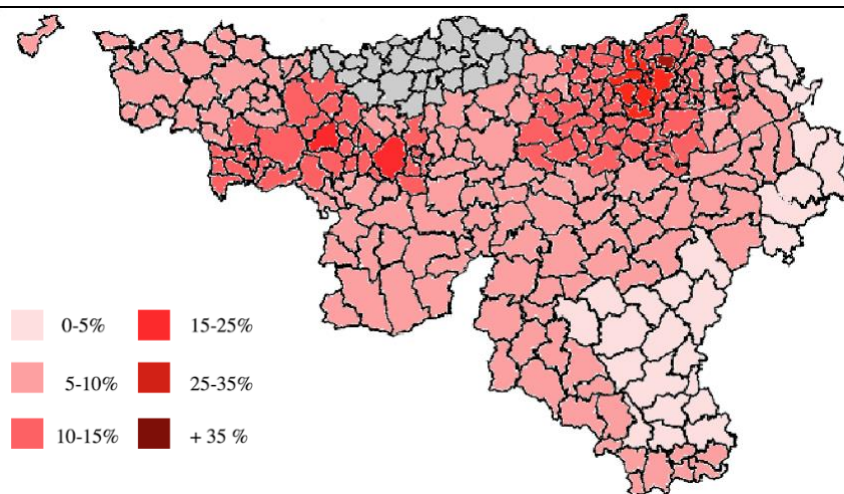
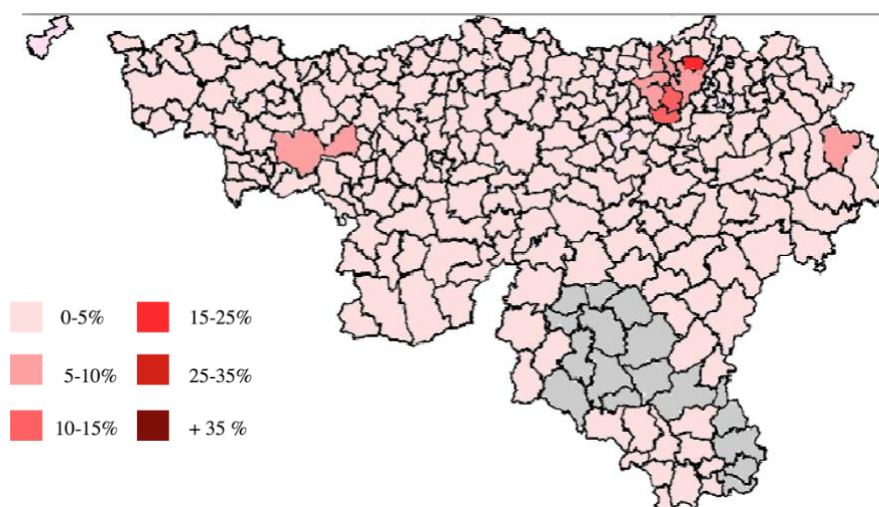


Figure 25 – Les résultats du PTB par canton aux élections provinciales de 2012



Les figures 24 et 26 confirment quelque peu les conséquences déjà émises lors de l'observation des résultats du scrutin communal. Le PTB performe assez bien dans le Hainaut et surtout dans la région liégeoise où il excède les 25% à Herstal notamment. Lorsqu'on compare la carte de 2018 avec celle de 2012 (figure 25), le PTB a connu une réelle percée à ce niveau-là sur l'ensemble de la Wallonie de manière générale. Néanmoins, encore une fois, il néglige complètement le Brabant wallon et parvient très difficilement à dépasser les 10% dans le reste de la Wallonie. De plus, en comparaison

avec les autres grands partis wallons, l'implantation reste encore légère (*figure 28 à 32*), le PS le dépassant dans l'ensemble des cantons.

Figure 26 – Les résultats de DéFI par cantons aux élections provinciales en 2018

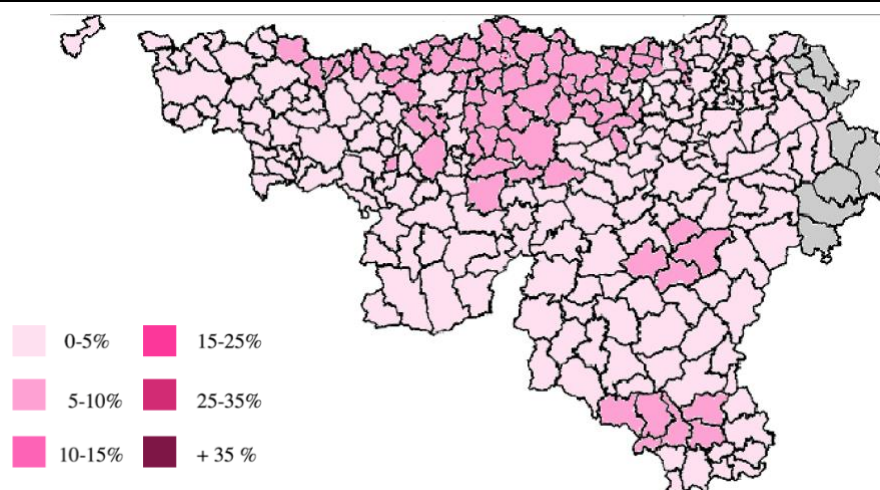
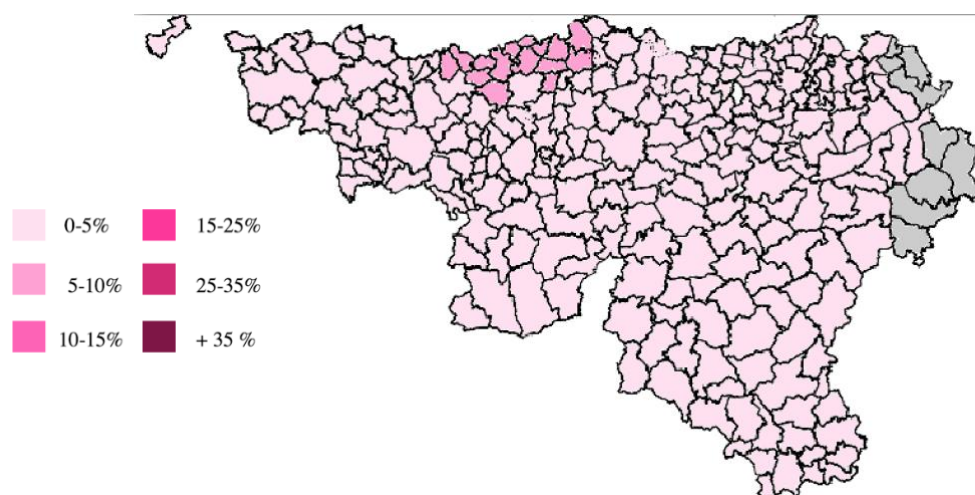


Figure 27 – Les résultats de DéFI par cantons aux élections provinciales en 2018



Pour DéFI (*figure 26*) les résultats sont de manière générale encore assez mitigé et ne dépassent jamais le 9%, avec seulement résultats plus conséquents dans le Brabant Wallon et dans le nord de la province de Namur. Bien le parti a connu une percée en comparaison avec 2012 (*figure 27*), son implantation n'est pas à comparer à celle du PTB à Liège et dans le Hainaut et aux autres partis wallons de manière générale (*figure 28 à*

32). Néanmoins, son rôle de parti pivot entre deux majorités a été observé dans la province de Namur où le MR et le CDH ont dû faire appel aux démocrates fédéralistes sous peine de perdre leur majorité. Scénario qui pourrait ainsi se reproduire lors des négociations post-scrutin 2019.

Figure 28 – Les résultats du MR par canton aux élections provinciales de 2018

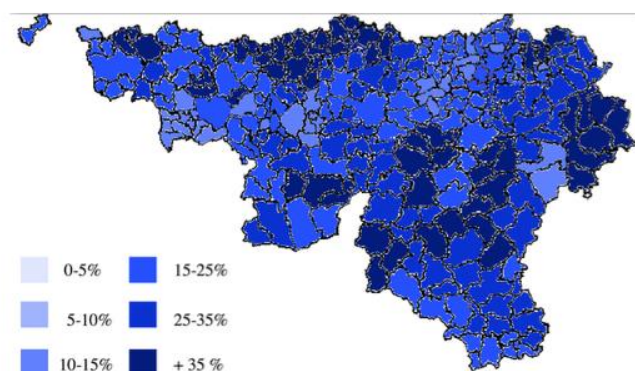


Figure 29 – Les résultats du PS par cantons aux élections provinciales de 2018

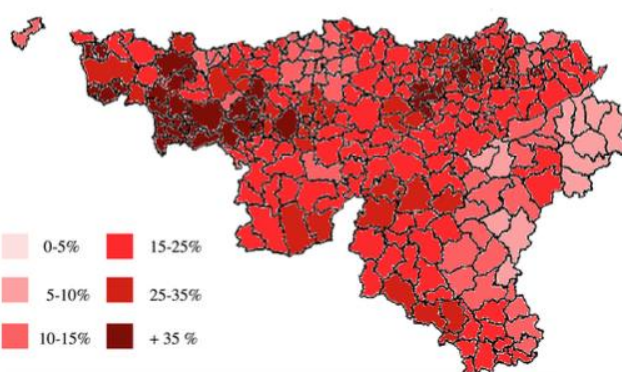


Figure 30 – Les résultats d'Écolo par canton aux élections provinciales de 2018

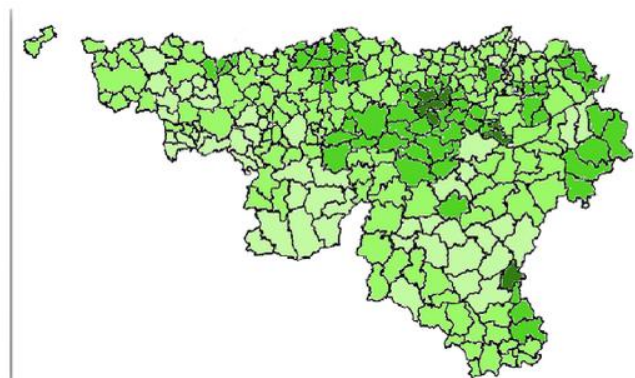
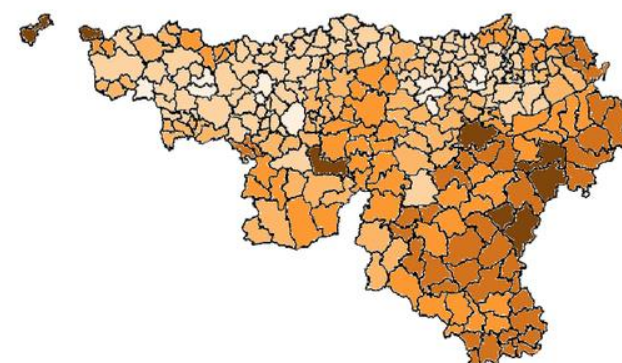


Figure 31 – Les résultats du CDH par canton aux élections provinciales de 2018



5. Discussion

Dans cette section, les résultats présentés au point précédent vont être mis en lien direct avec les hypothèses afin de les confirmer - ou les infirmer.

La première hypothèse tient compte du nombre de listes et des deux stratégies presque inverses que le PTB et DéFI mettraient en place. Ainsi, le PTB, ancien parti communiste possède une structure très centralisée où les dirigeants exercent encore un fort contrôle sur l'implantation locale. De plus, le PTB, afin d'offrir l'image d'une formation politique plus forte, choisirait de se présenter uniquement là où il a des chances de percer. DéFI, lui, plus apparenté aux catch-all parties, chercherait à toucher un maximum d'électeurs en misant sur une plus grande visibilité. Cela s'observe directement dans les chiffres ; en augmentant uniquement de trois son nombre de listes, le PTB s'est implanté exclusivement sur la dorsale wallonne et ce de manière plus importante encore autour des deux anciens grands bassins industriels : Liège et Charleroi ; et cible ainsi leur électorat phare - les familles et individus défavorisés. Cela leur permet d'obtenir les résultats espérés, en augmentant de 98 leur nombre de sièges dans ces communes et se plaçant ainsi comme une nouvelle force politique en province de Liège et du Hainaut. A l'inverse, DéFI a doublé son nombre de listes en se présentant dans toutes les provinces exceptées celle du Luxembourg, plus rurale et composée de listes locales en majorité. Sans viser un électorat cible, il cherche à maximiser sa visibilité en Wallonie pour être connu des électeurs en vue du scrutin de 2019.

La deuxième hypothèse s'intéressait aux caractéristiques sociodémographiques de la commune et posait l'idée que les deux petits partis auraient tendance à s'implanter des communes urbaines avec une grande diversité reflétant ainsi les réalités des autres élections. Pour DéFI, il semble évident que les grandes villes ont été visé. Néanmoins, le parti a également choisi de se présenter dans des communes rurales avec une densité de population assez faible. Il suit alors la stratégie des autres grands partis wallons et cherche une réelle diversité dans son offre. Pour le PTB, le choix des communes a particulièrement été influencé par le degré d'urbanisation et la densité puisque le parti n'est présent que dans les grandes villes et leur périphéries. Cela se vérifie également lorsqu'on observe les autres indicateurs puisque le PTB est systématiquement présent dans des communes avec un taux de chômage élevé, un indice de richesse plus bas et une proportion d'étrangers plus forte, ces variables expliquant assez bien l'ancrage du parti

(étude des corrélations). Les démocrates indépendants ont, eux, tendance à rester proches des autres partis au niveaux des moyennes avec des relations moyennes ou faibles entre l'implantation du parti et les principales variables étudiées. Encore une fois le PTB ne vise que son électorat alors que DéFI s'élargit à un électorat varié.

Les troisième et quatrième hypothèses se focalisent sur les variables politiques des communes – participation électorale, présence des principaux partis, majorité absolue. Les résultats obtenus quant à la participation électorale sont identiques pour les deux partis. Les deux ont tendance à se présenter dans des communes avec une plus faible participation que la moyenne wallonne afin de capter une proportion de la population que ne sait plus pour qui ou ne veut plus voter. Cela vérifie ainsi la quatrième hypothèse. La troisième hypothèse postule que les deux partis auraient tendance à s'implanter dans des communes où les partis principaux sont présents et plus particulièrement leurs principaux rivaux afin de rentrer directement en concurrence avec eux. L'implantation des deux partis est, en effet, liée avec la présence des quatre autres partis ainsi que la présence des principaux rivaux. Néanmoins, il ne semble avoir aucun lien entre l'implantation des partis et la présence d'une majorité absolue dans la commune.

Les trois dernières hypothèses se concentraient sur les caractéristiques des listes électorales présentées par les deux partis. La première hypothèse peut être confirmée étant donné que l'ensemble des listes ont utilisé le logo, l'étiquette et le nom du parti national – exceptée trois listes DéFI qui ont ajouté le nom de la commune aux côtés du terme « DéFI ». En ce qui concerne le caractère complet des listes, aucune des deux listes n'a présenté une majorité de listes complètes. Néanmoins, le PTB semble diversifier ces listes en présentant autant de fois des femmes que des hommes en tête de listes et avec plus d'une liste sur deux présentant des candidats d'origine étrangère. Cela ne s'observe pas aussi fort chez DéFI, où seulement 15% des listes sont tirées par des femmes et où moins d'une liste sur deux présente des candidats d'origines étrangères. Cela montre l'image différente qu'ont les deux partis. La dernière hypothèse s'intéresse au caractère professionnalisant des candidats ; à savoir la possession d'une carte de parti et la présence de personnalités politiques communales. Les deux partis possèdent un taux de candidats encartés extrêmement fort. Cette caractéristique semble être un critère de choix de sélection de candidats pour les deux partis. Pour DéFI, qui commence seulement son implantation en Wallonie, seulement sept listes possèdent au moins un candidat ayant une expérience communale. Pour le PTB, c'est un peu plus élevé mais ces listes restent

minoritaires. De par ces choix les listes sont alors directement liées aux partis nationaux afin de lier toutes les réussites qu'elles pourront connaître aux partis nationaux afin d'assurer la publicité et visibilité en vue des prochaines échéances.

Ces choix se traduisent par une grande réussite du PTB mais une plus mitigée pour DÉFI qui ne parvient pas à réellement percer. Ainsi, le PTB sort renforcé du scrutin en augmentant de 98 son nombre de sièges. DÉFI, se renforce aussi mais de manière plus minime : il augmente son nombre de sièges de 29 mais se présentaient dans 42 communes.

6. Conclusion

Dans un contexte où l'hégémonie des partis traditionnels est de plus en plus mise en péril dans les démocraties occidentales, ce mémoire tente de comprendre comment les petits partis parlementaires développent leur offre électorale et quels sont les principaux moteurs de leurs performances aux élections locales. En effet, les élections à ce niveau de pouvoir sont des élections primordiales pour les partis politiques et restent un moment clé à ne pas sous-estimer. Elles leur permettent à toute de tester leur popularité et leurs mandataires, mais également d'établir des liens entre les partis et la population, les préparant ainsi à des élections aux niveaux supérieurs. Il ne s'agit alors plus de comprendre comment l'arène nationale influence les élections aux niveaux inférieurs, mais comment les élections locales peuvent impacter directement des élections à des niveaux supérieurs. Ce mémoire cherche alors à étudier le processus de localisation de l'arène politique nationale régionale.

Basé sur un projet de recherche interuniversitaire « Local Party Offer 2018 » qui cherche à analyser l'offre électorale aux élections locales en Wallonie et sur l'analyse empirique de deux petits partis qui ont augmenté leur offre lors de la dernière élection locale belge de 2018, le PTB et DÉFI, ce mémoire présente quatre résultats majeurs. Premièrement, les deux partis ont adopté deux stratégies quelque peu différentes. Le PTB a décidé de ne pas foncièrement augmenter son nombre de listes tout en se concentrant sur la dorsale industrielle wallonne. A l'inverse, DÉFI a augmenté considérablement son nombre de listes dans le Hainaut, à Liège et dans la province de Namur et ce sans cible bien définie. Deuxièmement, il est apparu évident que les deux petits partis ont tendance à se développer dans des villes où il existe une diversité sociodémographique et politique

importante. Cependant, alors que DéFI, proche des autres partis nationaux, se concentre sur des communes avec un électorat assez varié, le PTB cible particulièrement un électorat plus défavorisé. Ce parti de gauche radicale performe ainsi mieux dans des communes très urbanisées avec un taux de chômage élevé un indice de richesse plutôt faible. A l'inverse, DéFI performe mieux dans des communes plus rurales ou mixtes avec un indice de richesse moyen. Troisièmement, les performances électorales des petits partis sont directement liées aux comportements des autres partis nationaux (MR, Ecolo, PS et CDH). Il semble en effet que pour le PTB, la présence du PS et d'une majorité absolue dans la commune lui permettent de renforcer son succès. En ce qui concerne l'offre que présente ces deux partis, les petits partis ont des caractéristiques communes : des listes souvent incomplètes avec des candidats principalement encartés et un taux assez faible d'anciens mandataires locaux. Elles diffèrent, néanmoins, quant à la proportion de candidats d'origines étrangères et du genre de la tête de liste (le PTB préférant les femmes).

L'image du PTB sort renforcée du scrutin communal qui scelle ce que les sondages affirmaient depuis 2017, le parti entre dans le paysage partisan en Wallonie. Depuis le scrutin local, il maintient le cap dans les sondages en se plaçant, généralement, en 4^{ème} position derrière le PS, Écolo et le MR (Le Soir, février 2019, La Libre avril 2019). A partir de mai, il entre au sein le Parlement wallon avec 10 sièges d'un seul coup. Dans la province et de Liège et du Hainaut, il augmente de 10% ses résultats. Il est avec ECOLO, le grand gagnant du scrutin. Il a donc pu bénéficier, aux élections communales de la visibilité et du renforcement nécessaire (par les résultats et leur campagne) dont il avait besoin pour se légitimer. Le processus de localisation semble être pertinent et observé pour ce parti. En effet, les conclusions tirées au niveau communal ont eu un impact sur les niveaux supérieurs. Pour DéFI, la situation n'est pas la même bien que le processus de localisation s'observe également. Tout d'abord on remarque une légère baisse dans les sondages (Le Soir, février 2019, La Libre avril 2019) : ils passent de 4,6 à 3,9% en Wallonie. Après le scrutin de mai, il n'entre même pas au sein de Parlement wallon et ne parvient donc pas à s'ancrer durablement en Wallonie, son rôle de parti pivot étant, de ce fait, remis en cause. Ainsi, sans avoir un impact positif, les résultats mitigés aux élections communales ont eu des retombées à la région.

Afin d'avoir un aperçu plus global et complet des poids des variables dépendantes sur l'implantation des deux petits partis, ce mémoire appelle néanmoins à des tests

d'hypothèses supplémentaires, grâce à des données plus systématisées à travers les systèmes politiques. En effet, étant donné le nombre relativement faible de cas pouvant être étudiés dans cette recherche, il conviendrait de renforcer la stratégie empirique en incluant davantage de petits partis dans l'analyse. Cela pourrait être fait, d'une part, en considérant la Flandre (le PVDA, le Vlaams Belang), d'autre part, en élargissant la perspective des élections locales dans d'autres pays. Cela nécessite néanmoins un travail colossal de collecte de données. De plus, une période de temps plus longue pourrait être incluse.

7. Bibliographie

- Bol, D. & Teuber, F. (2012). L'adoption des étiquettes partisans. In Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G. & Reuchamps, M. (Dir.), *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. (pp. 11-26). Brugge : Vanden Broele.
- Caramani, D. (2004). *The Nationalization of Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Copus, C., Erlingsson, G. (2012). Parties in local government: A review. *Representation* 48(2), 235-247.
- Dahl, R.A., Tufte, E.R. (1973). *Size and Democracy*. Stanford: Stanford University Press.
- Dandoy R. (2013). Belgium: Toward a Regionalization of National Elections?. In Dandoy R., Schakel A.H. (eds) *Regional and National Elections in Western Europe. The Comparative Territorial Politics series*. (pp. 47-67). London : Palgrave Macmillan.
- Dandoy, R. (2012). Mise en context et typologie des listes électorales. In Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G. & Reuchamps, M. (Dir.), *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. (pp. 11-26). Brugge : Vanden Broele.
- Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G. & Reuchamps, M. (2012). *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. Brugge : Vanden Broele.
- Dandoy, R., Matagne, G., Reynaert, H. & Valcke, T. (2012). Les élections provinciales. In Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G. & Reuchamps, M. (Dir.), *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. (pp. 153-165). Brugge : Vanden Broele.
- Dinas, E., Riera, P. & Roussias, N. (2015). Staying in the First League: Parliamentary Representation and the Electoral Success of Small Parties. *Political Science Research and Methods*, 3(2), 187-204.
- Dedecker, N. (2011). Le Mouvement réformateur (MR). In Delwit, P., Pilet, J.-B., van Haute, E. (Eds.), *Les partis politiques en Belgique*. (pp. 145-158). Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles
- Delwit, P. (2010). *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P. (2014). *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*. Liège: Luc Pire.

- Deschouwer, K. (2006). Political Parties as Multi-Level Organizations. In Katz, R.S., Crotty, W.J. (Eds.), *Handbook of Party Politics*. (pp. 291-299). London: Sage.
- Deschouwer, K. (2003) Political parties in multi-layered systems', *European Urban and Regional Studies* 10, 213–226.
- Deschouwer, K. (2008). Towards a Regionalisation of Statewide Electoral Trends in Decentralized States? The Cases of Belgium and Spain. In Swenden, W., Maddens, B. (eds.) *Territorial Party Politics in Western Europe*. (pp. 145–166). Basingstoke: Palgrave-Macmillan.
- Dodeigne, J., Jacquet, V. & Reuchamps, M. (2018). The attractiveness of local and national list labels: the role of socio-economic inequalities on the success of electoral lists. Document non publié. Université de Namur. Namur.
- Dodeigne, J. & Vandeleene, A. (2012). La composition des listes : une affaire de professionnels ? In Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G. & Reuchamps, M. (Dir.), *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. (pp. 11-26). Brugge : Vanden Broele.
- Farrel, D. M., & Schmitt-Beck, R. (2002). Studying political campaigns and their effects. In Farrel, D. M. & Schmitt-Beck, R. (Eds.), *Do Political Campaigns Matter?* (pp. 1-21). London: Routledge.
- Farrel, D. M., & Webb, P. (2000). Political parties as Campaign Organizations. In Wattenberg, P., & Dalton, R. J. (Eds.), *Parties Without Partisans*. (pp. 102-128). Oxford: Oxford University Press.
- Gollin, A. (1980). Exploring the Liaison Between Polling and the Press. *Public Opinion Quarterly*, 44(4), 445-61.
- Guérin, E. & Kerrouche, E. (2008). From Amateurs to Professionals: The Changing Face of Local Elected Representatives in Europe. *Local Government Studies*, 34(2), 179-20.
- Harmel, R. and K. Janda. (1994). An Integrated Theory of Party Goals and Party Change. *Journal of Theoretical Politics*, 6/3, 259-87.
- Hopkin, J. (2003). Political decentralisation, electoral change and party organisational adaptation : a framework for analysis. En ligne. London: LSE Research Online. <http://eprints.lse.ac.uk/archive/00000644>.
- Kjaer, U., Elklit, J. (2010). Party politicisation of local councils: Cultural or institutional explanations for trends in Denmark, 1966–2005. *European Journal of Political Research* 49(3), 337-358.

- Kirchheimer, O. (1966). The Transformation of the Western European Party Systems. In Joseph LaPalombara and Myron Weiner (Eds.), *Political Parties and Political Development*. (pp. 177–200). Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Kitschelt, H. (1988). Organization and Strategy of Belgian and West German Ecology Parties: A New Dynamic of Party Politics in Western Europe? *Comparative Politics*, 20(2), 127-154.
- Jeffery, C. (1999). Party politics and territorial representation in the Federal Republic of Germany. In Brzinski, J., Lancaster, T. *et al.* (Eds.). *Compounded Representation in Western European Federations*. , (pp. 130–66). London: Frank Cass
- Ladner, A., Keuffer, N., Baldersheim, H. (2016). Measuring Local Autonomy in 39 Countries (1990–2014). *Regional & Federal Studies*, 26(3), 321-357.
- Lawson, K. & P. Merkl, (1988). Alternative Organizations: Environmental, Supplementary, Communitarian and Authoritarian. In Lawson and Merkl (Eds.), *When Parties Fail: Emerging alternative organizations*. (pp.3-12). Princeton: Princeton University Press.
- March, L. (2011). *Radical Left Party*. Abingdon: Routledges.
- Miller, Warren E. (1988). *Without Consent: Mass-Party Linkages in Presidential Politics*. Lexington, KY: University of Kentucky Press.
- Müller-Rommel, F. (1991). *Small Parties in Western Europe: Comparative and National Perspectives*. London: Sage.
- Newton, K. (1982). Is small really so beautiful? Is big really so ugly? Size, effectiveness, and democracy in local government. *Political Studies* 30(2), 190-206.
- Norris, P. (1993). Conclusions: Comparing Legislative Recruitment. In Lovenduski, J. & Norris, P. (Eds.), *Gender and Party Politics*. (pp. 309–330). Londres: Sage.
- Pedahzur, A., Brichta, A., (2000). The Attractiveness of the Seemingly Unattractive: An Israeli Case. *Local Government Studies* 26(3), 55-70.
- Reif, K.-H., & Schmitt, H. (1980). Nine second order national elections. A conceptual framework for the analysis of European election results. *European Journal of Political Research*, 8, 3-44.

- Reuchamps, M., Saudmont, A., Kravagna, M. & Jacquet, V. (2012). Le nom des listes. In In Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G. & Reuchamps, M. (Dir.), *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. (pp. 11-26). Brugge : Vanden Broele.
- Ramiro, L., Gomez, R. (2017). Radical-Left Populism during the Great Recession: Podemos and Its Competition with the Established Radical Left”, *Political Studies* 65(1S), 108-126.
- Rokkan, S. (1966). Electoral mobilization, party competition, and national integration. In La Palombara, J., Weiner, M. (Eds.), *Political Parties and Political Development*. (pp. 241-266). Princeton: Princeton University Press.
- Spoon, J.-J. (2011). *Political Party Survival of Small Parties in Europe*. Ann Arbor MI: University of Michigan Press.
- Thorlakson, L. (2006). Party systems in multi-level contexts. In Hough, D., Jeffery, C. (Eds.), *Devolution and electoral politics*. (pp. 37-52). Manchester: Manchester University Press.
- Van der Meer, T., Lubbe, R. & Van Elsas, E. (2012). Bounded volatility in the Dutch electoral batterfield: a panel study on the structure of changing voting intention in the Netherlands during 2006. *Acta Politica*, 47, 333 - 355.
- Wattenberg, P., & Dalton, R. J. (2000). *Parties Without Partisans*. Oxford: Oxford University Press.
- Wynants, P., Istasse, C., Faniel, J., Dohet, J., Govaert, S., & Nassaux, J-P. (2014). Les partis sans représentation parlementaire fédérale. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, (2206-2207).

Annexe 1 : Codebook de la base de données utilisée

Variables	Description	Opérationnalisation	Wallonie - Sources	Commentaire
ID_List1	Premier type d'identification des listes	Variable nominale	LPO	
ID_List2	Second type d'identification des listes	Variable nominale	LPO	
ID_List3	Troisième type d'identification des listes	Variable nominale	LPO	
INSS	Code INS	Variable nominale	INS	
Provinces	Nom de la Province liée à la commune	Variable nominale	INS	
Arrondissement	Nom de l'arrondissement lié à la commune	Variable nominale	INS	
Municipalities	Nom de la commune	Variable nominale	INS	
Urba_Eurostat	Indicateur d'urbanisation EUROSTAT	Variable catégorielle	EUROSTAT	1 = Commune urbanisée / 2 = Commune semi-urbanisée / 3 = Commune rurale
PopulationAll2018	Le nombre total d'habitants dans la commune	Variable quantitative discrète	IWEPS	
PopulationBelgian2018	Le nombre total d'habitants d'origine belge dans la commune	Variable quantitative discrète	StatBel2018	
PopulationForeign2018	Le nombre total d'habitants d'origine étrangère dans la commune	Variable quantitative discrète	StatBel2018	
Propforeign	La proportion de la population d'origines étrangères	Variable quantitative continue	Calculs	
WomanHeadList	Présence d'une femme en tête de liste	Variable dichotomique	StatBel2018	1 = Femme en tête de liste / 2 = Homme en tête de liste

NumberForeginCandidates	Nombre total de candidats étrangers	Variable quantitative continue	StatBel2018	
Council_seats_2018	Nombre de sièges au conseil communal de la commune en 2018	Variable quantitative discrète	SPW	
College_members_2018	Nombre de sièges au collège communal de la commune en 2018	Variable quantitative discrète	Requête SPW	
RegisteredVoters2018	Nombre total de vote enregistré dans la commune en 2018	Variable quantitative discrète	SPW	
TotalVotesCasted2018	Nombre d'électeurs enregistrés dans la commune en 2018	Variable quantitative discrète	SPW	
Blank/InvalidVotes2018	Nombre de bulletins blancs ou invalides dans la commune en 2018	Variable quantitative discrète	SPW	
ValidVotes2018	Nombre de bulletins valides dans la commune en 2018	Variable quantitative discrète	SPW	
ElectoralTurnout2018	Participation électorale en 2018 dans la commune	Variable quantitative continue	SPW	
unemployment_rate	Taux de chômage dans la commune	Variable quantitative continue	StatBel2018	
wealth_index	Indice de richesse dans la commune	Variable quantitative continue	StatBel2018	
Density_pop	Niveau de densité de population dans la commune	Variable quantitative continue	StatBel2018	
Absolute_majority_2018	Les communes où une liste a obtenu une majorité absolue en 2018	Variable dichotomique	Requête SPW	1 = Une majorité absolue / 2 = Pas de majorité absolue
List_competition	Nombre de listes en compétition dans la commune	Variable quantitative discrète	SPW	
List_Label	Nom officiel de la liste	Variable nominale	Requête SPW	
Registred_PartyNumber1	Liste utilisant un numéro de parti	Variable quantitative discrète	SPW	
ID_PartyNumber	Type de parti politique lié à la liste	Variable catégorielle	Recodage	1 = MR / 2 = ECOLO / 3 = PS / 4 = CDH / 5 = DéFI / 6 = PTB / 7 = PP / 0 = Autres

Types_party	Type de parti politique national	Variable catégorielle	Recodage	1 = Partis nationaux principaux / 2 = Petits partis / 0 = Autres
Complete_list_2018	La liste présentée est complète	Variable dichotomique	SPW	1 = Liste complète / 2 = Liste incomplète
PropComple	Pourcentage du nombre de candidats sur la liste	Variable quantitative continue	Recodage	
Eff_List	Nombre de candidats sur la liste	Variable quantitative discrète	SPW	
Total_votes_list_2018	Nombre total de votes obtenus par la liste	Variable quantitative discrète	SPW	
Percentage_pref_votes_2018	Pourcentage de votes obtenus par la liste	Variable quantitative continue	SPW	
Seats_obtained_2018	Le nombre de sièges obtenus par la liste	Variable quantitative discrète	SPW	
FemaleCouncilorsElected	Le nombre de femmes élues dans la liste	Variable quantitative discrète	SPW	
List_majority_2012	La liste étant présente dans la majorité en 2012	Variable dichotomique	Wallonia2012	1 = Présence dans la majorité / 2 = Non présence dans la majorité
Party_members_2018candidates	Nombre de candidats possédant la carte du parti	Variable quantitative discrète	Contact têtes de liste	
PropEncarte	Pourcentage de candidats encartés dans la liste	Variable quantitative continue	Recodage	
Incumbent_municipalities	Nombre de candidats dans la liste ayant déjà une expérience en politique locale	Variable quantitative discrète	DB J. Dodeigne	
IndexNatio	Index de nationalisation dans la commune	Variable quantitative continue	DB E. Paulis	
PartElec2012	Participation électorale en 2012 dans la commune	Variable quantitative continue	Wallonia2012	
Presence4principaux	Présence des quatre partis principaux wallons dans la commune	Variable dichotomique	Recodage	1 = Les quatre partis sont présents dans la commune / 0 = Les quatre

				partis ne sont pas présents ensemble dans la commune
--	--	--	--	---

Annexe 2 : Tableau synthétique des résultats du PTB et de DéFI

*Tableau synthétique – Les résultats du PTB et DéFI en les avec les
variables dépendantes*

	Défi				PTB			
	% vote moyen	% liste	N sièges	N Listes	% vote moyen	% liste	N sièges	N Listes
<u>Caractéristiques sociodémographiques des communes</u>								
Degré d'urbanisation des communes								
Communes hautement urbanisées	5,11 (.)	15,56	9	7	16,5 (n.s.)	43,75	48	7
Communes mixtes	6,47 (.)	71,11	26	32	12,17 (n.s.)	56,25	30	9
Communes rurales	9,73 (.)	13,33	6	6	--	--	--	--
% population d'origine étrangère								
0,00- 15,00%	7,00 (.)	80,00	34	36	11,3 (n.s.)	56,25	26	9
15,01-30%	4,99 (.)	20,00	7	9	17,16 (n.s.)	43,75	52	7
Plus de 30%	--	--	--	--	--	--	--	--
Indice de richesse								
0-90	4,83 (.)	31,11	9	14	16,12 (.)	68,75	68	11
91-105	6,92 (.)	31,11	14	14	8,89 (.)	31,25	10	5
Plus de 105	6,69 (.)	37,78	18	17	--	--	--	--
Taux de chômage								
0 – 8%	8,60 (.)	22,22	11	10	--	--	--	--
8 – 16%	6,68 (.)	60,00	24	27	11,79 (n.s.)	50,00	25	8
Plus de 16%	4,37 (.)	17,78	6	8	15,94 (n.s.)	50,00	53	8
Densité de population								
Faible (0- 150 hab/km²)	6,53 (n.s.)	8,88	1	4	--	--	--	--

Moyenne (150-750 hab/km²)	6,94 (n.s.)	55,56	21	25	11,24 (n.s.)	50,00	23	8
Forte (+750 hab/km²)	6,35 (n.s.)	35,56	18	16	16,49 (n.s.)	50,00	55	8
<u>Caractéristiques politiques des communes</u>								
Index de nationalisation								
0-0,25	7,98 (.)	51,11	27	23	13,95 (n.s.)	43,75	36	7
0,25-0,50	5,41 (.)	46,67	14	21	13,80 (n.s.)	56,25	42	9
0,50 et +	4,10 (.)	2,22	0	1	--	--	--	--
Présence des quatre partis principaux								
Présence	5,58 (n.s.)	20,00	9	9	14,17 (n.s.)	25,00	27	4
Non-présence	6,97 (n.s.)	80,00	32	36	13,76 (n.s.)	75,00	51	12
Présence du principal rival (MR – PS)								
Présence	6,05 (*)	68,89	29	31	14,22 (n.s.)	75,00	72	14
Non-présence	8,12 (*)	31,11	14	14	11,40 (n.s.)	25,00	6	2
Participation électorale 2012								
75-85%	4,61 (n.s.)	17,78	9	8	14,11 (n.s.)	50,00	48	8
85-90%	6,92 (n.s.)	64,44	25	29	13,61 (n.s.)	50,00	30	8
+90%	7,98 (n.s.)	17,78	7	8	--	--	--	--
Présence d'une majorité absolue								
Présence	6,79 (n.s.)	51,11	18	23	18,25 (.)	37,50	37	6
Non-présence	6,60 (n.s.)	48,89	23	22	11,23 (.)	62,50	41	10
<u>Caractéristiques des listes</u>								
Le caractère complet des listes								
Liste complète	8,03 (.)	42,22	26	19	16,17 (n.s.)	43,75	51	7
Liste incomplètes	5,71 (.)	57,78	15	26	12,07 (n.s.)	56,25	27	9
Le genre de la tête de liste								
Hommes	7,00 (n.s.)	84,44	38	38	15,54 (n.s.)	56,25	48	9
Femmes	4,58 (n.s.)	15,56	3	7	11,71 (n.s.)	43,75	30	7
Le nombre de candidats d'origine étrangère								

Au moins un candidat	6,51 (n.s.)	60,00	21	27	11,23 (.)	56,25	26	9
Aucun candidat	6,98 (n.s.)	40,00	20	18	17,25 (.)	43,75	72	7
La proportion de candidats encartés								
0-25%	10,78 (n.s.)	4,44	4	2	--	--	--	--
25-75%	7,65 (n.s.)	22,22	13	10	--	--	--	--
+75 %	5,91 (n.s.)	66,67	20	30	13,86 (n.s.)	100,00	78	16
NA	--	6,67	--	3	--	--	--	--
Le nombre de candidats ayant une expérience en politique communale								
Au moins un candidat	10,23 (*)	15,56	15	7	16,07 (n.s.)	43,75	51	7
Aucun candidat	6,04 (*)	84,44	26	38	12,14 (n.s.)	56,25	27	9
<i>Sign. Codes : 0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1</i>								